



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/43/PV.39

2 novembre 1988

FRANCAIS

Quarante-troisième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 39e SEANCE

**Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 27 octobre 1988, à 15 heures**

Président :

**M. CHAGULA
(Vice-Président)**

(République-Unie de Tanzanie)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14] (suite)

- a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence**
- b) Projet de résolution**

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Chagula (République-Unie de Tanzanie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

- a) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL TRANSMETTANT LE RAPPORT DE L'AGENCE (A/43/488)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/43/L.17)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je rappelle aux représentants que, conformément à la décision prise ce matin, la liste des orateurs qui désirent participer au débat sur ce point de l'ordre du jour sera close aujourd'hui à 16 heures. Je demande donc aux représentants qui désirent s'inscrire sur la liste des orateurs de le faire aussi tôt que possible.

J'invite maintenant le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 1987.

M. BLIX [Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)] (interprétation de l'anglais) : Bon nombre d'orateurs qui ont pris la parole au cours du débat général à l'Assemblée ont exprimé leur préoccupation au sujet des problèmes de plus en plus nombreux que suscite l'environnement, tant sur le plan régional que global, problèmes dont le moindre n'est pas le réchauffement du globe que l'on a prédit. L'examen du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 1987, dont l'Assemblée est saisie, montre qu'un grand nombre de techniques dont traite l'AIEA aident à protéger ou à surveiller l'environnement. Le rapport que l'AIEA est invitée à présenter à l'Assemblée générale l'an prochain sur la question de l'environnement et du développement donnera tous les détails à ce sujet.

Dans ma déclaration d'aujourd'hui, j'espère parvenir à montrer que l'intérêt écologique dans le domaine de l'énergie nucléaire ne devrait pas se limiter à des questions relatives à quelques fuites accidentelles de radioactivité et à l'évacuation des déchets. Je pense que notre choix de politiques en matière d'énergie et les rôles que nous demandons à l'énergie nucléaire et aux combustibles fossiles de jouer sont d'une importance significative pour nos forêts et nos lacs et pour l'atmosphère du monde.

Il va sans dire que notre choix aura un impact sur la disponibilité de l'énergie adéquate et fiable, moteur essentiel de la croissance économique.

M. Blix

Les retombées émotives et intellectuelles de Tchernobyl sont encore plus étendues à travers le monde que les retombées radioactives et elles ont eu un impact considérable sur l'opinion publique et les politiques en matière d'énergie. Néanmoins, le tableau mondial est hétérogène, et le scepticisme qu'a alimenté Tchernobyl en matière d'énergie nucléaire commence à être quelque peu compensé par une conscience croissante des graves conséquences écologiques des niveaux actuels d'utilisation des combustibles fossiles. L'effet de serre d'une atmosphère mondiale en réchauffement est maintenant considéré par les hommes de science et les dirigeants comme une menace très réelle et l'on commence à se rendre compte de plus en plus que, à l'exception de l'énergie hydraulique, l'énergie nucléaire est la seule source qui soit maintenant disponible pour générer de l'électricité dans les quantités, sous la forme et avec la fiabilité voulues sans produire l'un quelconque des gaz qui ont un effet de serre.

En 1987, 22 nouvelles centrales nucléaires ont commencé à fonctionner, portant le total de ces centrales dans le monde à 417 réacteurs nucléaires dotés d'une capacité de 300 000 mégawatts dans 26 pays. Jusqu'ici cette année, quelque 10 nouvelles centrales sont entrées en service. 16.2 % de l'énergie électrique du monde fut produite par l'énergie nucléaire en 1987, et l'on peut s'attendre à ce que ce chiffre se rapproche de 20 %, ce qui l'amènerait au même niveau que l'énergie hydroélectrique, vers le milieu des années 90. La plus grande partie de la capacité nucléaire se trouve dans les pays industrialisés, mais quelques pays en développement, comme l'Inde, la République de Corée, l'Argentine et le Brésil sont très avancés dans le domaine de la technologie. Dans certains Etats comme le Japon et la Corée, des programmes d'énergie nucléaire sont développés avec vigueur, alors que, dans d'autres, ils ont abouti à la stagnation en raison d'une forte opposition publique. Ce n'est pas un hasard si dans les pays dotés d'une économie à croissance rapide il y a un système d'offre d'énergie électrique à croissance rapide.

Le fait qu'au moment où, vers 1995, la Suède prévoit de fermer deux réacteurs nucléaires, réduisant ainsi le nombre de ses réacteurs de 12 à 10, les services de la République de Corée projettent de relier deux nouvelles centrales, les centrales Nos 11 et 12, au réseau électrique, prouve combien cette situation est hétérogène.

M. Blix

Il est compréhensible que les gouvernements ne désirent pas prendre de décisions quant à une nouvelle capacité génératrice d'électricité face à une large et bruyante opposition publique. En effet, aussi longtemps qu'il n'y aura pas un besoin urgent de nouvelle capacité, l'on pourra se permettre de critiquer non seulement l'énergie nucléaire mais aussi les programmes hydroélectriques à cause des énormes barrages qui affectent souvent l'environnement de manière radicale, du charbon, du pétrole et du gaz qui contribuent aux effets de serre et du charbon et du pétrole qui ont un impact sur les forêts et les lacs. On peut aussi se permettre d'espérer que des mesures de conservation retarderont davantage le besoin d'une nouvelle capacité et que, lorsque ce besoin deviendra impératif, de nouvelles sources renouvelables et propres, telles que les cellules solaires, les moulins à vent et la biomasse seront à même de fournir des quantités importantes d'électricité.

M. Blix

Telle est la situation dans laquelle se sont trouvés, jusqu'à très récemment, de nombreux pays industrialisés. Aucune décision revêtant un caractère d'urgence n'a pu être prise, étant donné que les centrales qui étaient en construction ou que l'on avait décidé de construire dans les années 70 ont pu faire face à l'accroissement plus lent de la demande d'électricité, suite à la récession. Cependant, la capacité qui avait été fixée dans le passé a maintenant été absorbée dans de nombreux pays industriels, qui devront bientôt choisir la source à laquelle ils recourront pour produire davantage d'électricité, sinon ils risqueront d'avoir à faire face à une production d'électricité insuffisante qui pourrait freiner leur développement économique.

La première question à examiner est la suivante : quelle est l'ampleur de nos futurs besoins en énergie et notamment en électricité? La deuxième question est la suivante : de quelles sources dispose-t-on pour produire cette énergie? Une troisième question porte sur les effets environnementaux des diverses options ou les combinaisons d'options.

Le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement que les organisations du système des Nations Unies ont été invitées par l'Assemblée générale à examiner, porte à juste titre sur l'énergie comme étant l'une des questions cruciales d'un développement durable et examine les trois questions que je viens d'évoquer.

La Commission affirme qu'une croissance ultérieure est indispensable au développement et que l'énergie a un rôle crucial à jouer à cet égard. Elle souligne la nécessité de faire des économies d'énergie et recommande, dans des termes plutôt vagues, de maintenir un bas niveau énergétique, qui assurerait les services en énergie dont le monde aura besoin pendant les 30 à 40 années qui viennent tout en n'utilisant que la moitié de l'énergie primaire qu'il utilise actuellement. Aussi réaliste que soit cette thèse qui porte sur un futur plutôt lointain, la plupart des prévisions signalent une demande accrue d'électricité dans le monde entier et également un plus grand besoin d'énergie primaire et d'électricité dans les pays en développement à court et à moyen terme.

La nécessité pour les pays en développement d'accroître leur consommation d'énergie pour l'irrigation, l'industrialisation, les transports, s'impose lorsque l'on tient compte du fait que la moyenne de consommation en énergie par habitant dans les pays en développement est à peine un huitième de celle des pays industrialisés et que leur consommation en électricité est environ un quatorzième de celle des pays industrialisés. A titre d'exemples concrets, la Norvège, riche

M. Blix

en énergie hydroélectrique, vient en tête avec une consommation de 25 000 kilowattheures par personne et par an. Grâce à une accumulation massive d'énergie nucléaire, la France a accru sa consommation en électricité, qui est passée de 3 550 kilowattheures par personne et par an en 1973 à 6 000. L'Italie, qui a récemment cessé de construire de nouvelles centrales nucléaires, et fermé quelques anciennes centrales, consomme 3 000 kilowattheures par personne et par an, soit la moitié de la moyenne pour les pays industriels. Parmi les pays en développement, la Chine consomme 370 kilowattheures par personne et par an, l'Inde 232, l'Indonésie 167, le Soudan 48 et le Bangladesh 46.

Compte tenu des chiffres élevés que je viens de citer pour de nombreux pays, nous pouvons sûrement prévoir que bien d'autres pays, dont la consommation est plus faible, s'efforceront de produire beaucoup plus d'électricité. Je veux parler non seulement des pays en développement mais également de pays industrialisés. La tendance qui se dessine actuellement montre bien la validité de mon affirmation.

Quelles sont les sources d'énergie nouvelles auxquelles le monde peut avoir recours, notamment pour produire de l'électricité? Les combustibles fossiles, à savoir le charbon, le pétrole et le gaz naturel, continueront d'être largement utilisés, non seulement pour le chauffage et le transport, mais également pour la production d'électricité. De même, l'exploitation de l'énergie hydraulique se poursuivra, de toute évidence, là où elle s'avérera raisonnable sur le plan économique, mais le potentiel hydraulique restant est limité dans la plupart des pays industrialisés.

L'expérience a montré qu'à l'exception de l'énergie hydraulique, les nouvelles sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse ne sont pas aisément exploitables pour produire économiquement à grande échelle l'électricité qui sera nécessaire. En clair, il serait souhaitable de consacrer des fonds plus importants à la recherche sur ces sources d'énergie et à leur développement. Elles ont déjà leur propre mode d'utilisation, mais il convient de dire qu'à l'exception de l'énergie hydroélectrique, elles n'offrent pas de solutions significatives et viables pour répondre aux besoins accrus d'une production d'électricité à grande échelle à court et à moyen terme.

Nous en venons maintenant aux répercussions que comportent, sur l'environnement, les options et les combinaisons d'options disponibles. Comment vont-elles déterminer notre choix en matière de sources d'énergie? Nous devons, bien entendu, tenir compte non seulement des effets sur l'atmosphère, les forêts,

M. Blix

les lacs et les bâtiments, mais également des dommages sur la santé et la vie des populations, la flore et la faune, à l'heure actuelle et à l'avenir.

La Commission mondiale pour l'environnement et le développement semble vraiment incapable de donner des conseils pratiques aux gouvernements qui sont actuellement confrontés à la nécessité d'augmenter leur production d'énergie et d'électricité. Elle reconnaît les graves conséquences sur l'environnement des émissions d'oxyde sulfuré, d'oxyde d'azote et d'oxyde de carbone émanant de la combustion de combustibles fossiles, mais elle ne mentionne pas le fait que l'énergie nucléaire ne crée aucun de ces problèmes. Au contraire, la Commission estime que l'évacuation des déchets nucléaires, la sûreté des centrales nucléaires et le risque de prolifération des armes nucléaires sont des problèmes majeurs liés à l'énergie nucléaire. Loin de recommander l'option nucléaire, elle se borne à conclure qu'il faut

"accorder le plus haut degré de priorité à la recherche, au développement de solutions de rechange viables sur le plan économique et non nuisibles sur le plan de l'environnement et à la recherche de moyens de renforcer la sûreté de l'énergie nucléaire." (A/42/427, chap. 7, par. 63)

La Conférence internationale sur l'atmosphère en évolution qui s'est tenue à Toronto au mois de juin dernier sous le parrainage du Gouvernement canadien et avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), est encore plus préoccupée par les conséquences environnementales mondiales des utilisations actuelles d'énergie. La Conférence a examiné entre autres questions, le risque de réchauffement dû aux émissions de ce qu'on a appelé les "gaz de serre", notamment l'oxyde de carbone et autres gaz résultant de la combustion de combustibles fossiles. La Conférence a estimé que l'objectif initial devrait être de réduire les émissions de CO² d'environ 20 % par rapport aux niveaux de 1988 d'ici à l'an 2005...

Elle a ajouté que :

"Outre les mesures d'efficacité, la réduction souhaitée exigera de passer à des combustibles qui émettent de plus faibles quantités d'oxyde de carbone; de réexaminer les stratégies de la mise en oeuvre des énergies renouvelables, notamment les technologies avancées de conversion de la biomasse, de réviser l'option de l'énergie nucléaire, qui a perdu sa crédibilité en raison des problèmes liés à la sûreté nucléaire, aux déchets radioactifs et à la prolifération des armes nucléaires. Si ces problèmes pouvaient être résolus

M. Blix

grâce à de meilleures conceptions d'ingénierie et à des accords institutionnels, l'énergie nucléaire pourrait s'avérer utile dans la réduction des émissions d'oxyde de carbone."

La Conférence de Toronto, à l'instar de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, mentionne des "stratégies pour la mise en oeuvre d'énergies renouvelables" et indique notamment des "techniques avancées de conversion de la biomasse". Lorsque nous examinons les politiques concrètes en matière d'énergie appliquées par les gouvernements dans le monde d'aujourd'hui, nous constatons que nous dépendons très peu des énergies renouvelables, de la biomasse ou autres pour produire l'électricité, dont la demande s'accroît. Par contre, nous constatons pratiquement partout une dépendance croissante à l'égard du charbon et du gaz. Telle est la réalité. Nous nous rapprochons, actuellement, non pas d'une réduction ou d'un arrêt des émissions d'oxyde de carbone, mais d'une augmentation considérable.

Il est sans doute compréhensible que la Commission mondiale, qui a rédigé son rapport un an seulement après l'accident de Tchernobyl, n'ait pas parlé de l'énergie nucléaire en termes favorables. La Conférence de Toronto adopte une position un peu plus positive et propose de "revoir l'option nucléaire" dans certaines conditions.

M. Blix

Il n'est pas dit que l'énergie nucléaire soit la panacée contre l'effet de serre, les pluies acides ou la destruction des forêts et des lacs, et bien que le bilan général en ce qui concerne la sûreté de l'énergie nucléaire civile soit très positif - et continue de s'améliorer - le risque n'est jamais nul. N'ignorons pas non plus que l'évacuation des déchets nucléaires n'a pas toujours répondu dans le passé aux normes élevées requises, à l'heure actuelle, pour l'énergie nucléaire civile. Etant donné que l'AIEA s'occupe exclusivement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, je ne puis faire d'observations sur les rapports récents faisant état de problèmes graves touchant les déchets et la sûreté dans le domaine de l'énergie nucléaire militaire. Je dirai simplement que pour le citoyen ordinaire ou la société, il n'est guère important que la radioactivité soit militaire ou civile. Sans pour autant laisser de côté cet aspect des choses, il convient de reconnaître que l'énergie nucléaire est aujourd'hui une source d'énergie à grande échelle qui ne provoque ni pluies artificielles ni gaz de serre. En Belgique, par exemple, les émissions d'anhydride sulfureux de centrales nucléaires sont passées de 385 000 tonnes en 1973 à 204 000 tonnes en 1983, soit une réduction de 60 % par kilowatt/heure produit. Cela est dû pour l'essentiel à l'utilisation accrue de l'énergie nucléaire, mais le choix d'un combustible de meilleure qualité y a aussi contribué.

Les problèmes que la Commission mondiale et la Conférence de Toronto attribuent à l'énergie nucléaire - la sûreté, les déchets et les risques de prolifération - doivent être examinés de façon minutieuse et objective, et les risques signalés doivent être comparés à ceux d'options de remplacement. Peut-être le moment est-il venu de procéder à une analyse plus approfondie, sous les auspices des Nations Unies, de politiques énergiques adaptées à l'environnement et réalistes? Examinons de manière critique l'énergie dont nous aurons besoin dans les décennies à venir pour le développement industriel et social tant dans les pays industrialisés qu'en développement. Dans quelle mesure les gains d'efficacité réalisés dans la production d'énergie et leur utilisation peuvent-ils contrebalancer les besoins accrus? Chacun convient que la conservation est essentielle. Essayons de voir dans quelle mesure l'anhydride sulfureux et l'oxyde d'azote peuvent être éliminés des émissions de combustibles fossiles - et à quel prix? Examinons quelles contributions aux équilibres de l'énergie mondiale et

M. Blix

régionale les sources renouvelables comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse peuvent concrètement apporter - et à quel prix? Où en sommes-nous par rapport à la fusion nucléaire? Dans quelle mesure un recours plus grand au gaz naturel et à l'énergie nucléaire peut-il alléger les problèmes liés à l'anhydride sulfureux, à l'oxyde d'azote et au gaz carbonique? Examinons les problèmes que la Commission mondiale et la Conférence de Toronto voient dans l'énergie nucléaire. Sont-ils justifiés? Peut-on leur trouver une solution?

Il n'existe pas d'autorité mondiale susceptible de prendre pour chaque pays des décisions en matière de politiques énergétiques et les appliquer, quand bien même la survie du monde en dépendrait. L'action concertée et l'accord mutuel qui peuvent s'avérer indispensables ne peuvent découler que de convictions communes émanant d'une discussion par les gouvernements du monde des besoins énergétiques et des conséquences pour l'économie et l'environnement d'approches différentes.

J'aimerais en venir maintenant aux trois problèmes que la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et la Conférence de Toronto ont liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire et faire rapport à l'Assemblée générale des activités de l'AIEA dans ce domaine.

Protéger l'homme des rayonnements nuisibles tout en les utilisant pour son bien : tels sont les objectifs de l'AIEA. La question des rayonnements n'est pas bien comprise par le public. Il est nécessaire de l'informer davantage et mieux. Il n'y a pas de données en la matière plus dignes de foi que celles fournies par le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. Les chiffres récemment publiés par ce comité sont éloquentes. Même ceux qui ne sont pas familiers avec la quantification des doses radioactives en millisieverts apprécieront la proportion relative des doses que nous absorbons. Le Comité signale que chaque personne reçoit en moyenne chaque année une dose de 2,4 millisieverts en provenance de sources naturelles, aujourd'hui principalement du radon. On estime que les activités en matière de diagnostic médical contribuent à un autre millisievert, tandis que toutes les activités mondiales liées à l'énergie nucléaire ne fournissent que 0,0002 millisievert par an.

Le Comité scientifique des Nations Unies a également évalué précisément les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl. Pendant la première année qui a suivi l'accident, la population d'Europe, y compris la partie européenne de l'Union soviétique, a reçu une dose supplémentaire moyenne de rayonnement qui a

M. Blix

représenté moins du tiers de celle qu'elle reçoit chaque année en provenance de sources naturelles. Pour la population la plus exposée de la région de la Biélorussie, la dose moyenne de la première année a été inférieure à la dose annuelle provenant de rayonnements naturels souterrains. Ces chiffres concernant des doses moyennes sont rassurants et méritent d'être plus largement connus. Ils ne doivent cependant pas manquer un aspect tragique, à savoir que les individus et les groupes qui ont été soumis à des doses élevées à la suite de l'accident de Tchernobyl, sont exposés à des risques particuliers. Heureusement, leur nombre est faible.

S'il est important d'évaluer et de diffuser une information précise sur les rayonnements, il est encore plus essentiel de faire en sorte que des mesures soient prises pour limiter les doses de rayonnement auxquelles l'homme est soumis, qu'elles soient naturelles comme dans le cas du radon ou humaines comme dans le cas des rayons-X et les utilisations de l'énergie nucléaire. Les règles et les mesures liées à l'utilisation de l'énergie nucléaire visent à maintenir à un niveau très faible les rayonnements auxquels le personnel professionnel est exposé dans des conditions normales et à prévenir des accidents susceptibles d'entraîner des rayonnements. Bien que les gouvernements nationaux aient pour responsabilité principale d'appliquer et de promulguer ces lois et mesures, celles instituées par l'AIEA constituent désormais un ensemble très riche de règlements, de normes, de principes et de mesures que l'on peut qualifier de régime de sûreté nucléaire international. J'aimerais mentionner quelques éléments importants.

Les normes de sûreté nucléaire sont un premier élément. Les cinq codes de pratiques ont été révisés de manière à refléter la pensée actuelle et l'expérience acquise en matière de prévention et de gestion des accidents. Ces codes ne sont pas juridiquement contraignants, mais ils ont une influence considérable et ont beaucoup servi à l'élaboration de règles nationales. Il est bien entendu souhaitable que les règles nationales soient compatibles avec les normes de sûreté nucléaires, et les Etats Membres ont été invités à fournir des renseignements sur cette question, ou ont, dans certains cas, envoyé spontanément des informations à l'Agence.

Un second et nouvel élément est une série de principes fondamentaux de sûreté pour les centrales nucléaires, mis au point par le Groupe consultatif de sûreté nucléaire internationale. Ces principes ne sont pas réglementaires de par leur nature. Pourtant, ils établissent des objectifs stricts mais concrets en matière

M. Blix

de sécurité pour les usines actuelles et futures. Ces principes s'appuient sur l'idée que la sûreté ne saurait être un concept statique, mais qu'elle doit se développer dans l'industrie nucléaire, comme c'est le cas dans d'autres domaines.

Un troisième élément est le service rendu par les équipes d'examen de la sûreté d'exploitation (OSART) qui, sur demande de gouvernements, visitent des centrales nucléaires et vérifient leur sûreté d'exploitation. Jusqu'ici, 25 missions OSART ont été effectuées chez 25 Etats membres. Une équipe vient d'examiner une centrale nucléaire au Japon, et 12 missions seront effectuées au cours des 12 prochains mois, les premières auront lieu en URSS, en Chine, en Hongrie, au Royaume-Uni et en Tchécoslovaquie.

A l'occasion de la présente discussion, on entend souvent dire que l'énergie nucléaire serait plus acceptable si de nouveaux réacteurs d'une plus grande sûreté inhérente, ou pour utiliser un mot plus précis, passive, était mis au point. Toutefois, et afin que le débat soit concret, il nous faut tenir compte d'abord du fait que pendant longtemps encore la question de la sûreté nucléaire sera dans une grande mesure identique à celle de la sûreté d'exploitation de plus de 400 réacteurs nucléaires déjà en service. C'est la raison pour laquelle une partie non négligeable des activités de l'AIEA est consacrée à cet aspect.

Cela ne signifie nullement que la question des nouveaux moyens techniques destinés à améliorer la sûreté dans les centrales existantes et de la nouvelle génération de réacteurs nucléaires soit sans intérêt ou que nous n'en tenions pas compte. De même que les automobiles et les avions sont de plus en plus sûrs et fiables grâce aux nouvelles inventions et conceptions, de même la sécurité des réacteurs nucléaires doit également continuer de progresser. La conception actuelle des réacteurs nucléaires tolère de nombreuses erreurs humaines, et l'on parle beaucoup de leur système de sûreté. Cependant, rien ne justifie que l'on néglige la recherche de conceptions prévoyant plus de sûreté "passive". En réalité, ces conceptions se reflètent dans les types dominants de réacteurs construits à l'heure actuelle et dans de nouveaux types de réacteurs.

M. Elix

Depuis quelque temps, la question de l'évacuation des déchets préoccupe le public, à la suite de divers cas d'exportations et du déversement illicites de déchets toxiques et nucléaires dans les pays en développement. En mai dernier, la Conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a adopté une résolution qui, entre autres, condamne ces pratiques et prie l'AIEA, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et d'autres organisations intéressées d'aider les pays africains à créer les mécanismes appropriés pour surveiller et limiter le mouvement et l'évacuation de déchets nucléaires et industriels en Afrique.

L'Agence n'a pas reçu de mandat pour les déchets toxiques. Néanmoins, la question des déversements nucléaires a, cette année, été discutée au Conseil d'administration de l'AIEA et à la Conférence générale. Ces discussions ont débouché sur une résolution qu'on m'a prié de présenter au Secrétaire général des Nations Unies, dans laquelle l'Agence

"prie le Directeur général de l'Agence de créer un groupe de travail représentatif d'experts techniques ayant pour objectif d'élaborer un code de pratique internationalement concerté pour les transactions internationales portant sur des déchets nucléaires."

De toute évidence, le premier principe fondamental qui doit régir les transactions en matière de déchets nucléaires est que chaque Etat créant des déchets radioactifs doit s'assurer qu'ils sont évacués conformément aux normes de sûreté acceptables. Le transfert de ces déchets vers un pays qui ne dispose pas de la capacité technique ou administrative de traiter de façon sûre ces déchets est tout à fait irresponsable; cela l'est encore plus si le pays n'est pas au courant ou s'il n'a pas accordé son autorisation.

L'Agence a pendant quelque temps fourni assistance aux pays en développement dans le domaine de la gestion des déchets au titre de son programme consultatif de gestion des déchets et dans le cadre de son programme d'assistance technique. A la demande d'un pays membre, l'Agence a envoyé aussi un expert pour vérifier si les déchets déversés contenaient vraiment des matières radioactives. Le résultat a été négatif. Bien entendu, nous allons continuer d'aider les Etats membres qui pensent avoir fait l'objet de ces déversements et qui n'ont pas suffisamment de ressources pour vérifier la situation. Jusqu'à présent, aucun cas de déversement ou de déchets radioactifs n'a pu être mis en évidence.

M. Blix

En ce qui concerne la question plus vaste de l'évacuation des déchets radioactifs, par opposition à la question des transactions internationales relatives à ces déchets, il faut d'abord signaler que les guides et les codes de pratique internationalement concertés existent pour la gestion et l'évacuation de déchets de niveaux faible et intermédiaire et qu'il existe aussi un consensus international sur les principes relatifs à l'évacuation souterraine sûre des déchets de niveau élevé.

Une des préoccupations qui a été exprimée sur l'énergie nucléaire au sein de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement est que le recours à cette technologie peut entraîner une prolifération des armes nucléaires. La Commission demande instamment à toutes les nations de contribuer à la mise en place d'un régime viable de non-prolifération. Selon la Commission, les Etats nucléaires doivent

"... exécuter leur promesse de réduire et, à terme, de supprimer ces armes et de minimiser le rôle assigné à ces armes dans leurs stratégies. Quant aux pays non détenteurs d'armes nucléaires, ils doivent fournir des preuves crédibles qu'ils ne cherchent pas à se doter d'armes de ce type."

(A/42/427, annexe, chap. 7, par. 43)

La Commission souligne la nécessité d'avoir des preuves crédibles.

A part les cinq Etats nucléaires, la plupart des Etats ont renoncé de façon explicite aux armes nucléaires et ont soumis toutes leurs installations nucléaires et leurs matières fissiles aux garanties de l'AIEA pour créer la plus grande confiance possible en montrant que leurs activités nucléaires servent exclusivement des objectifs pacifiques. Proposer, comme on le fait parfois au nom de la non-prolifération, l'élimination progressive des réacteurs nucléaires, cela revient à proposer l'arrêt de ce qui est pratiquement la seule activité mondiale menée conformément aux normes des utilisations pacifiques et de vérification internationale. Il n'est ni réaliste ni raisonnable d'accepter cette proposition. Si on l'adoptait, on éliminerait toutes les centrales nucléaires productrices d'électricité pour ne garder que les armes nucléaires, et ce au nom de la non-prolifération. Il serait sûrement plus approprié de proposer qu'on accepte plus largement des garanties et des mesures décisives en vue du désarmement nucléaire. Ces mesures, qui étaient prévues dans le Traité sur la non-prolifération (TNP), pourraient en fait encourager de nouvelles adhésions au régime de non-prolifération, que ce soit au titre du Traité ou d'autres accords.

M. Blix

La présente atmosphère de détente nous permet peut-être d'être optimistes. Les premiers missiles ont commencé à être démantelés et de nouveaux efforts de désarmement sont examinés à l'heure actuelle. Dans le domaine de la non-prolifération, nous notons, en 1987, l'adhésion de l'Espagne au Traité sur la non-prolifération et, dernièrement, celle de l'Arabie saoudite. Les garanties de l'AIEA s'appliquent maintenant à environ 95 % de matières fissiles et à 95 % des installations nucléaires dans les Etats non nucléaires. Avec l'accord récemment conclu entre la Chine et l'AIEA, au titre duquel certaines installations nucléaires chinoises seraient soumises aux garanties de l'Agence, les cinq Etats nucléaires sont maintenant soumis à certaines garanties d'inspection.

Cette nouvelle atmosphère pourra peut-être aboutir à des résultats même dans des domaines plus complexes. La Conférence générale de l'AIEA s'est occupée le mois dernier de faire accepter des garanties par l'Afrique du Sud et Israël.

L'Assemblée générale a examiné la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Cette question est essentiellement politique. Néanmoins, une telle zone, qu'elle soit créée au titre d'un traité ou d'obligations analogues par un groupe d'Etats qui soient voisins, exigerait une procédure de vérification. Cette tâche pourrait être confiée à l'AIEA. Il rappelle que la Conférence générale de l'AIEA a adopté en septembre 1987 une résolution qui demande instamment à Israël de soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties de l'AIEA et prie le Directeur général d'établir en 1988 une étude technique des diverses modalités relatives à l'application des garanties de l'AIEA dans la région. Cette étude sera préparée l'année prochaine.

Lorsque j'ai pris la parole en octobre 1987 devant l'Assemblée générale, j'ai signalé que le Gouvernement sud-africain avait annoncé son intention de commencer des discussions en vue de son adhésion au Traité sur la non-prolifération. Les discussions ont eu lieu à Vienne en août et septembre de cette année et on espère que l'Afrique du Sud va maintenant adhérer au Traité et réagir positivement aux résolutions qui lui demandent d'accepter les garanties. Le cas échéant, le secrétariat de l'AIEA est disposé à discuter avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud de la conclusion d'un accord analogue au Traité sur la non-prolifération. Dans ce contexte, il est possible que d'autres Etats africains non parties au Traité y adhèrent. De cette façon, on se rapprocherait de la dénucléarisation de l'Afrique.

M. Blix

L'humanité n'est pas menacée par les quelque 420 centrales nucléaires qui produisent de l'énergie pour notre bien-être sans surcharger notre atmosphère. Ce n'est pas ces créations à la fine pointe de la technologie qu'il faut abandonner mais plutôt les quelque 50 000 ogives nucléaires, qui se trouvent sur terre, à bord des navires ou des avions, ou qui sont suspendues dans l'espace au-dessus de nos têtes comme des épées de Damoclès.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'invite maintenant le représentant du Canada à présenter le projet de résolution A/43/L.17.

M. FORTIER (Canada) : Je suis particulièrement heureux d'ouvrir le débat en félicitant le Directeur général, M. Hans Blix, pour son exposé limpide des priorités et préoccupations de l'Agence. Le Canada tient également à féliciter le Directeur général pour son rapport annuel de 1987, qui décrit avec clarté et concision les activités menées par l'Agence pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Ma délégation réitère le ferme appui du Canada à l'égard de l'Agence et de ses divers programmes visant l'exploitation de l'énergie nucléaire au profit de tous.

L'Agence internationale de l'énergie atomique joue le rôle d'une plaque tournante dans la coopération internationale en matière nucléaire. Ses activités de garantie sont au coeur même du régime international de non-prolifération, sans lequel une coopération réelle pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire serait absolument impossible. Le Canada est heureux de noter également qu'aucune anomalie n'a été décelée en 1987 qui aurait révélé un détournement important de matériel nucléaire sous garantie.

Le vingtième anniversaire du Traité de non-prolifération, en 1988, devrait nous rappeler l'importance cruciale que revêt ce traité en empêchant la prolifération nucléaire, en favorisant la coopération nucléaire à des fins pacifiques et en encourageant la réduction des armes nucléaires. Le Canada est résolument en faveur du Traité et attache une importance particulière à l'adhésion pleine et entière de tous les Etats. A l'approche de la conférence d'examen du Traité, en 1990, le rôle de cet instrument dans le renforcement de la paix et de la coopération internationales demeure essentiel.

Le Canada félicite l'Agence et la République populaire de Chine d'avoir conclu un accord de soumission volontaire aux garanties. Désormais, tous les Etats possédant des armes nucléaires sont parties à de tels accords. Il s'agit là, vous en conviendrez, d'une évolution importante. Le Canada est en faveur de l'élargissement et de l'exécution complète des accords en question, dans l'optique d'une application universelle des garanties de l'AIEA à toutes les activités nucléaires pacifiques, dans tous les Etats.

En ce qui a trait à la dernière conférence générale, ma délégation se réjouit que le Directeur général y ait fait une large place au développement soutenu. Les activités courantes de l'AIEA dans les secteurs touchant à l'environnement, en particulier la sécurité nucléaire, la protection contre les radiations et la

M. Fortier (Canada)

gestion des déchets nucléaires, méritent nos éloges. Par ailleurs, le monde s'inquiète de plus en plus des répercussions sur l'environnement de l'utilisation des combustibles fossiles ainsi que des changements climatiques causés par l'homme. Dans l'appel à l'action adressé aux gouvernements et à l'industrie à l'issue de la Conférence internationale sur l'atmosphère en évolution, tenue à Toronto en juin 1988, il est recommandé de "repenser à l'option touchant l'énergie nucléaire", laquelle, estime-t-on, "pourrait jouer un rôle en matière de réduction des émissions de dioxyde de carbone". Le Directeur général s'est dit déterminé à ce que l'Agence prenne toutes les dispositions voulues à ce chapitre. Nous pensons qu'il serait indiqué de passer en revue les programmes de l'Agence dans l'optique de la perspective environnementale, et qu'un tel exercice pourrait renforcer à la fois l'acceptation de l'énergie nucléaire au sein du public et le rôle important de l'Agence dans sa promotion.

Le Canada se réjouit également de l'adoption par consensus, à la Conférence générale, d'une résolution sur le "déversement des déchets nucléaires". Cette résolution, la première du genre adoptée au sein du système de l'ONU, définit clairement le rôle de l'AIEA dans ce dossier important et d'actualité.

Le Canada est heureux d'avoir pu participer à la Conférence diplomatique sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne sur la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire. Le Protocole commun adopté à la Conférence représente une amélioration modeste dans le régime de responsabilité civile. Toutefois, mon gouvernement estime qu'il est temps maintenant d'étudier des questions plus vastes liées à la responsabilité, notamment la responsabilité des Etats. Il conviendrait en outre d'examiner l'utilité d'un nouvel instrument international dans le cadre de cette étude.

Le Canada assumant la présidence du Conseil des gouverneurs de l'Agence, à Vienne, je suis particulièrement honoré de présenter, au nom de l'Algérie et de la République démocratique allemande, les autres membres du bureau, le projet de résolution A/43/L.17, intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique". Ce projet de résolution est le fruit de consultations étroites tenues à Vienne et à New York entre les pays membres intéressés. Il suit dans une large mesure la forme et le fond de résolutions antérieurement adoptées par l'Assemblée générale sur ce sujet, avec quelques adjonctions, dans le préambule et dans le dispositif, destinées à refléter les activités récentes de l'Agence sur la sûreté nucléaire.

M. Fortier (Canada)

Dans le dispositif, l'Assemblée générale est priée de prendre acte du rapport de l'AIEA et de proclamer sa confiance dans le rôle de l'Agence en matière d'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Au paragraphe 3 du dispositif, le projet de résolution :

"Prie instamment tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément à son statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sécurité des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement; en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système de garanties de l'Agence."

Le paragraphe 4 prie le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale relatifs aux activités de l'Agence.

Nous sommes confiants que, conformément à nos traditions, et étant donné l'importance du sujet traité dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale l'adoptera par consensus.

M. KENNEDY (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Ma délégation tient à manifester son ferme appui au projet de résolution qui nous est présenté relatif au rapport annuel de 1987 de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Comme mon gouvernement l'a dit si souvent, nous estimons que l'AIEA est une organisation d'importance essentielle. Comme le démontre son excellent rapport à l'Assemblée générale, l'Agence continue à jouer un rôle vital dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Nous voudrions également saisir cette occasion pour rendre hommage au Directeur général de l'Agence, M. Blix, et au secrétariat de l'AIEA pour le zèle et l'engagement dont ils n'ont cessé de faire preuve et qui ont beaucoup contribué au succès de l'Agence.

M. Kennedy (Etats-Unis)

Alors que nous examinons le rapport de l'Agence et réfléchissons sur les réalisations de l'AIEA en 1987 et au cours des trois décennies de son existence, nous voyons nettement se dégager un fait important, à savoir que l'Agence a fourni des services de programme de haute qualité à ses membres sur une base systématique et à long terme.

Je suis certain que de nombreux représentants ici reconnaîtront que ces quelques dernières années ont été éprouvantes pour les Nations Unies. Ce fut une période de réexamen, de remise en cause et de réflexion sur ce que représente exactement le système des Nations Unies et sur la question de savoir s'il continue de répondre réellement aux intérêts de tous ses Membres.

Nous sommes heureux de constater que bien des événements se sont produits ces derniers mois qui sont susceptibles de restaurer la confiance des Membres dans les travaux des Nations Unies. Aujourd'hui, leurs initiatives diplomatiques permettent de toute évidence de progresser réellement vers la paix entre l'Iran et l'Iraq, en Afghanistan, en Angola et au Sahara occidental.

Ces mesures et bien d'autres qui constituent un bilan positif nous inspirent de grandes espérances quant à la réactivation du système. Ces événements constituent une toile de fond sur laquelle nous pouvons utilement examiner les réalisations d'autres organes, peut-être moins visibles, du système des Nations Unies, dont beaucoup ont à leur actif, depuis toutes ces années, un grand nombre de réalisations. L'Agence compte parmi ces organisations. Elle sert de toute évidence et systématiquement les intérêts de ses membres de bien des façons.

En mettant en relief l'importance de l'Agence, il peut être utile de se demander ce que serait le monde sans elle. L'AIEA maintient un système international de garanties grâce auquel les membres fournissent la preuve tangible de leur engagement d'utiliser l'énergie nucléaire exclusivement à des fins pacifiques. Plutôt que de restreindre le développement du nucléaire, le système de garanties de l'AIEA fournit la base nécessaire à une coopération nucléaire pacifique. Ce système suscite la confiance entre les nations en donnant l'assurance que les transferts de la technique et de l'information nucléaires ne serviront pas à des fins militaires et ne saperont pas ainsi la paix et la sécurité internationales, bien au contraire. Il assure cette paix et cette stabilité.

M. Kennedy (Etats-Unis)

En l'absence de ce système de garanties ample et efficace, la méfiance plutôt que la confiance pourrait fort bien caractériser le commerce nucléaire international. Ce qui, à son tour, engendrerait probablement un climat de tension plutôt que de coopération entre les Etats. Le système de garanties de l'AIEA ne pourrait, à mon avis, être reproduit dans un ensemble quelconque de mesures de contrôle bilatérales. Tout au plus ces mesures de contrôle seraient moins efficaces, plus coûteuses et constitueraient un ensemble incohérent d'arrangements disparates. De toute évidence, tous les Membres des Nations Unies tirent profit du système de garanties de l'Agence, tout d'abord, parce que ce système favorise la paix et la sécurité; ensuite, parce qu'il facilite la coopération entre les Etats aux fins du développement social et économique; et, enfin, parce que c'est un moyen efficace et rentable d'arriver à ces fins.

Je voudrais poser une question semblable en ce qui concerne le programme d'assistance et de coopération technique de l'Agence. Où en serions-nous sans les nombreux programmes menés à bien par l'Agence en faveur du développement nucléaire pacifique?

Au cours des trois dernières décennies, nous nous sommes de plus en plus rendu compte du potentiel des techniques nucléaires s'agissant d'aider les pays dans des domaines indispensables au bien-être de l'humanité : la production d'énergie, l'agriculture et la médecine. Le rapport annuel de l'Agence indique clairement, cette année comme les années précédentes, l'ampleur des activités de l'Agence dont les pays en développement tirent profit dans tous ces domaines.

L'Agence aide les pays dans tous les aspects de la planification du développement de l'énergie nucléaire, depuis la prospection et l'extraction des ressources d'uranium à la production de matériaux pour réacteurs nucléaires, à l'installation d'usines et, enfin, au déversement sûr des déchets nucléaires.

Cependant, si vaste que soit le programme d'énergie nucléaire de l'Agence, les demandes d'assistance en matière de techniques nucléaires non énergétiques représentent plus de 70 % de toutes les demandes de coopération technique adressées à l'AIEA. Par exemple, dans l'agriculture, l'Agence met à exécution un ensemble de programmes variés destinés à améliorer le rendement des cultures et la production animale. Elle aide les pays à mettre au point des installations d'irradiation des aliments pour protéger et préserver des ressources alimentaires rares. Dans le

M. Kennedy (Etats-Unis)

domaine de la médecine, l'Agence continue à travailler avec les Etats membres pour trouver de meilleures méthodes de diagnostic et de traitement des maladies - je citerai, en particulier, le cancer - en tant qu'élément de son programme global consacré à la radiothérapie et la dosimétrie.

Nous ne devons pas non plus méconnaître la vaste gamme des activités en matière de sciences physiques. L'une des plus importantes peut-être est celle de l'hydrologie isotopique, grâce à laquelle on aide de nombreux Etats en développement à identifier et capter des ressources hydrauliques vitales.

De toute évidence, il est impossible ici de détailler les nombreuses initiatives de coopération technique de l'Agence. Il me suffira de dire que les activités de l'Agence atteignent de la manière la plus positive la vie de nombreux habitants du globe.

En parlant des réalisations de l'Agence, je crois que nous ne devrions pas non plus méconnaître ses activités en matière de sûreté nucléaire. Comme en matière de garanties et de coopération technique, nous pouvons reconnaître sans difficulté l'apport très utile des activités de l'Agence à la communauté internationale.

Le rôle de l'Agence dans ces domaines est apparu plus clairement ces dernières années à la suite de Tchernobyl et d'autres incidents radiologiques. Du reste, pendant bien des années, l'AIEA a consacré beaucoup de ressources et d'efforts à la promotion de la sûreté nucléaire. Des directives ont été mises au point; des personnes de diverses nations ont été formées en matière de sûreté nucléaire et de protection radiologique; et un programme d'inspections volontaires des installations nucléaires a été suivi avec succès.

En outre, l'Agence continue à rechercher l'adhésion la plus large possible à deux conventions internationales négociées en 1986 sur la notification et l'assistance d'urgence en cas d'accident nucléaire de même qu'une plus large application de ces deux conventions. Des activités de cette nature aident à rendre plus largement disponibles les avantages d'une énergie nucléaire sans danger.

Tous les Membres des Nations Unies continueront de tirer profit des travaux importants de l'AIEA, partageant les avantages de la paix et de la sécurité qu'elle favorise. L'Agence est restée fidèle non seulement à son mandat statutaire mais aussi aux objectifs et principes des Nations Unies consacrés dans la Charte : maintenir la paix et la sécurité internationales; développer entre les nations des relations amicales; et réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire.

M. Kennedy (Etats-Unis)

Mon gouvernement tient à noter aussi que la clef du succès continu de l'AIEA est qu'elle et ses membres se sont engagés à conserver son caractère scientifique et technique unique. Le travail de l'Agence est beaucoup trop important pour que son énergie puisse être dilapidée dans l'examen de questions qui ne sont ni de sa compétence ni de sa responsabilité. Nous sommes donc heureux de noter que les Etats membres de l'Agence sont de plus en plus sensibles aux risques que ces détournements pourraient entraîner pour le succès continu de sa mission. Nous croyons que cela traduit une prise de conscience sans cesse croissante de l'importance de l'Agence pour la paix et le développement dans le monde.

En conclusion, mon gouvernement tient aujourd'hui à rendre hommage à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour sa contribution sans prix à un avenir plus sain, plus prospère, plus assuré. Les Etats-Unis s'engagent à appuyer pleinement les activités de l'Agence.

Mme HYDER (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée générale examine une fois de plus le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), distribué sous couvert de la note du Secrétaire général datée du 29 juillet 1988 et figurant au document A/43/488.

Depuis sa création, il y a 31 ans, l'Agence a beaucoup fait pour atteindre l'objectif de la maîtrise de la technique nucléaire à des fins pacifiques. C'est pour nous un motif de grande satisfaction que de constater que l'AIEA, qui est l'expression même des efforts internationaux destinés à mettre l'énergie atomique au service du bien-être de l'humanité, s'est acquittée des tâches qui lui ont été confiées de manière consciencieuse et exemplaire.

J'aimerais saisir cette occasion pour dire notre admiration de la manière dynamique, brillante et prévoyante dont le Directeur général, M. Hans Blix, dirige les affaires de l'Agence. Sa direction sage et son attachement aux objectifs de l'Agence non seulement en ont assuré le succès, mais ont également contribué à élargir et renforcer le rôle qu'elle a été appelée à jouer dans les applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le Pakistan a toujours attaché beaucoup d'importance aux travaux de l'AIEA. A l'instar de nombreux autres pays en développement, nous avons énormément bénéficié de notre collaboration avec l'Agence et lui sommes profondément reconnaissants de la coopération qu'elle nous accorde. L'Agence a considérablement aidé le Pakistan lors de la formulation de son programme à long terme de production d'énergie nucléaire, rendu nécessaire en raison de l'insuffisance des sources d'énergie non renouvelables dont nous disposons. Nous sommes reconnaissants à l'Agence des conseils d'experts, du soutien et des avis qu'elle nous a prodigués dans ce domaine.

Alors que nous approchons du XXI^e siècle, la diminution croissante des sources de combustibles fossiles, la détérioration inquiétante de l'environnement mondial et le risque graduel mais perceptible d'un contrecoup écologique viennent renforcer la validité de l'énergie nucléaire en tant qu'autre source possible d'énergie sûre, propre et fiable. C'est pourquoi, dans les efforts collectifs que nous faisons en faveur du développement socio-économique de l'humanité, l'AIEA est, à juste titre, appelée à jouer un rôle de plus en plus important.

Selon le dernier rapport publié par l'AIEA, la puissance nucléaire installée totale dans le monde a augmenté d'environ 8 % en 1987, atteignant 297,9 GWe à la fin de l'année, soit une augmentation de 24,6 GWe par rapport à l'année

Mme Hyder (Pakistan)

précédente. En 1987, 16 % de l'électricité mondiale a été produite par les centrales nucléaires. Il y en avait 417 en service ce qui représentait, comme l'indique le rapport, une expérience cumulée de plus de 4 600 années-réacteurs. Toujours selon le rapport, 120 réacteurs nucléaires sont en cours de construction. Etant donné l'expansion graduelle de la capacité de production d'énergie nucléaire mondiale, il est permis de conclure que l'Agence devrait élargir son programme d'assistance au développement de l'énergie nucléaire.

Nous louons les efforts actuellement déployés par l'AIEA pour aider au renforcement des infrastructures nécessaires à la planification, à l'application et à la mise en service des projets en matière d'énergie nucléaire dans les pays en développement par le biais de cours de formation interrégionaux et nationaux et de projets de coopération technique. L'assistance fournie par l'Agence aux pays en développement pour ce qui est de l'évaluation du rôle de l'énergie nucléaire dans leurs plans énergétiques nationaux peut constituer et constitue effectivement un apport pertinent et utile dans leurs stratégies de développement socio-économique à long terme.

La contribution de l'AIEA dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des techniques nucléaires au service de la médecine et des sciences physiques mérite les éloges. Elle constitue une aide et un apport inestimables pour les pays en développement. C'est pourquoi nous nous réjouissons particulièrement que le Programme d'assistance technique continue de faire l'objet de toute l'attention voulue dans le cadre des activités de l'Agence.

Le Pakistan a toujours attaché beaucoup d'importance au système de garanties en vigueur, qui a fait la preuve de sa fiabilité et de son efficacité dans la détection de tout détournement de matières nucléaires à des fins non pacifiques. Comme il est indiqué dans le rapport du Directeur général, en 1987 il n'a été décelé aucune anomalie qui puisse indiquer qu'il y a eu détournement de matières nucléaires ou utilisation à des fins illicites de matières et de matériel non nucléaires soumis aux garanties. Ce qui a permis au Directeur général de conclure que

"les matières nucléaires sous garanties de l'Agence en 1987 sont restées affectées à des activités nucléaires pacifiques ou il en est dûment rendu compte par ailleurs." (A/43/488, p. 76)

Au fil des ans, il est apparu un déséquilibre entre les fonds attribués à l'assistance technique et ceux attribués aux activités en matière de garanties. Le Pakistan appuie certes les activités de l'Agence dans ce dernier domaine, mais il

Mme Hyder (Pakistan)

faut bien reconnaître qu'elles sont limitées. L'Agence procède à des inspections des garanties touchant les installations et usines nucléaires, conformément aux différents accords de garanties. Elle n'a pas compétence et n'est pas équipée pour s'attaquer à des tâches n'entrant pas dans le cadre du mandat qui lui a été confié.

Nous espérons sincèrement que l'Agence, conformément à sa charte et à son mandat, s'attachera en priorité à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Cette tâche est d'autant plus impérieuse que les pays en développement doivent faire face à une résistance croissante de la part de certains Etats dans leurs efforts pour acquérir la technologie nécessaire à l'élaboration et au développement de leurs programmes d'énergie nucléaire pacifique. Les résultats de la Conférence internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire n'ont fait que souligner à quel point il importe que l'Agence poursuive avec encore plus de vigueur ses activités en faveur de la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

D'aucuns ont de plus en plus fréquemment tendance à exploiter le souci de sûreté nucléaire pour se refuser à coopérer plus largement aux utilisations pacifiques de la technique nucléaire. La nécessité de disposer d'un régime plus rationnel et plus équitable englobant les différents aspects de la coopération internationale en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ne peut servir de prétexte à l'imposition de restrictions discriminatoires contre l'utilisation de la technique nucléaire à des fins pacifiques. On se rappellera que le Pakistan s'est efforcé de promouvoir la conclusion d'un accord international en vue de l'interdiction des attaques contre toutes les installations nucléaires. Un tel accord serait de nature à renforcer davantage les mesures de sûreté nucléaire. Le Pakistan tient également à réaffirmer la nécessité d'un échange d'informations relatives à la sûreté dans le cadre de l'AIEA, idée qui nous semble très importante s'agissant de prévenir toute possibilité de futurs accidents nucléaires, qui auraient une incidence négative et durable sur l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Mme Hyder (Pakistan)

La communauté internationale, consciente de la nécessité d'une coopération nucléaire pacifique, a énoncé un certain nombre de principes par le canal de l'Assemblée. Ces principes, qui figurent dans la résolution 32/50 de l'Assemblée générale, affirmaient catégoriquement que :

"Tous les Etats ont le droit, conformément au principe de l'égalité souveraine, de mettre au point leur programme d'utilisation pacifique des techniques nucléaires aux fins du développement économique et social, en fonction de leurs priorités, de leurs intérêts et de leurs besoins."

De même, il était clairement déclaré dans la résolution que :

"Tous les Etats, sans discrimination, doivent avoir accès aux techniques, au matériel et aux matières nécessaires à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et être libres de les acquérir."

Nous espérons sincèrement que tous les Etats appliqueront ces principes afin d'inverser les tendances négatives en matière de coopération pacifique et de stimuler l'édification de la capacité énergétique nucléaire, indispensable pour la satisfaction des besoins des pays en développement.

Le Pakistan est en mesure de se rallier à l'adoption par consensus du projet de résolution relatif au rapport de l'AIEA.

M. ZACHMANN (République démocratique allemande) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la République démocratique allemande tient à remercier M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), des observations qu'il a faites sur diverses questions en présentant le rapport annuel de l'AIEA sur 1987. La compétence de l'AIEA s'agissant de la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en toute sécurité et de la prévention de toute nouvelle extension des armes nucléaires est hautement appréciée en République démocratique allemande. Les activités de l'Organisation illustrent de façon impressionnante les possibilités et les avantages considérables qu'offre la coopération internationale pacifique pour le progrès de la science et de la technique, par opposition à l'utilisation de celles-ci à des fins militaires.

L'année dernière a été marquée par des événements politiques favorables qui ont eu une incidence immédiate sur les activités de l'AIEA. Le Traité conclu entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur l'élimination de leurs missiles nucléaires de portée intermédiaire et de plus courte portée ont amené l'avènement du désarmement nucléaire. Il faut maintenant

M. Zachmann (RDA)

que suivent d'autres mesures, telles que la réduction de 50 % des armes offensives stratégiques soviétiques et américaines tout en respectant strictement le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques (ABM), et l'interdiction totale des essais nucléaires.

Voilà plus de 20 ans maintenant que le Traité sur la non-prolifération est entré en vigueur. La préservation et le renforcement de cet instrument essentiel dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement est une condition préalable indispensable à la création d'un processus de désarmement nucléaire susceptible de s'étendre à d'autres catégories d'armes. Si l'universalité de ce traité devenait réalité, cela entraînerait une plus grande sécurité internationale et une coopération multilatérale plus efficace dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Les travaux préparatoires de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, auxquels mon pays participe activement, sont déjà bien avancés. Nous attachons une importance toute particulière à cette conférence car elle va préparer le terrain pour l'élargissement de la portée du Traité, qui doit faire l'objet d'une décision en 1995. Ces perspectives d'élargissement sont favorables attendu que les dispositions fondamentales du Traité sont devenues des règles généralement reconnues dans les relations internationales. La République démocratique allemande partage l'avis des nombreux Etats qui estiment que les accords concrets sur les priorités en matière de désarmement nucléaire, que j'ai mentionnées en commençant, auraient un impact extrêmement favorable sur les résultats de la prochaine Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération.

De concert avec la grande majorité des Etats membres de l'AIEA, mon pays exige que toutes les activités nucléaires de l'Afrique du Sud soient soumises sans délai aux garanties de l'AIEA.

A ce propos, nous nous félicitons de la déclaration conjointe sur la question de l'adhésion immédiate et sans réserve de l'Afrique du Sud au Traité sur la non-prolifération, déclaration qui a été distribuée par les dépositaires du Traité lors de la trente-deuxième session de la Conférence générale de l'AIEA. Il est demandé à ceux qui travaillent avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire d'utiliser leur influence dans ce sens. Cela vaut également pour Israël.

La République démocratique allemande attache une grande importance aux activités de l'AIEA dans le domaine des matières nucléaires sous garantie. Ces activités sont étroitement liées aux efforts visant à renforcer le régime de

M. Zachmann (RDA)

non-prolifération et à instaurer un climat de confiance entre les Etats. Nous avons noté avec satisfaction que, dans le rapport annuel, il est indiqué que :

"... le secrétariat n'a décelé ... aucune anomalie qui puisse indiquer qu'il y a eu détournement ... de matières nucléaires sous garantie - ou utilisation ... d'installations, d'équipements ... soumis aux garanties ... - pour la fabrication d'armes nucléaires, à d'autres fins militaires, pour la fabrication de tout autre dispositif explosif nucléaire ..." (A/43/488, par. 384)

Cependant, nous ne pouvons manquer de signaler les problèmes financiers que connaît actuellement l'AIEA, notamment pour ce qui est de son système de garanties. Afin de renforcer la validité et la crédibilité des garanties de l'AIEA, ma délégation pense qu'il faut que tous les Etats membres apportent leur contribution au budget croissant de ces activités. Pour ce qui est de la République démocratique allemande, elle continuera de s'acquitter de ses obligations envers cette organisation.

Le rapport annuel pour 1987 illustre la variété des efforts faits par l'AIEA et les Etats qui en sont membres pour continuer de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la sûreté et de la radioprotection.

Nous appuyons les efforts de l'AIEA en faveur de l'application de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique qui sont entrées en vigueur. L'essentiel aujourd'hui est d'accroître rapidement le nombre d'Etats parties à ces importants accords et d'étayer ceux-ci par des règlements plus détaillés. Se fondant sur l'article 9 de la Convention sur la notification rapide, la République démocratique allemande a, dès 1987, conclu avec sept pays des accords bilatéraux sur l'échange d'informations dans le domaine de la radioprotection.

M. Zachmann (RDA)

L'AIEA travaille de façon extensive et utile dans le domaine de la protection physique. Même si la Convention internationale correspondante est entrée en vigueur entre-temps, il reste encore un certain nombre de questions en suspens. Il faudrait en premier lieu qu'un plus grand nombre d'Etats adhèrent à la Convention; deuxièmement, on réaliserait un progrès très important si l'on pouvait élargir le domaine de la Convention pour qu'elle porte sur les installations nucléaires, aussi bien que sur les matières nucléaires. La République démocratique allemande est prête à participer aux activités entreprises pour parvenir à cet objectif, en vue de la conférence d'examen de 1992.

Le renouvellement et la révision des normes de sûreté nucléaire effectuées par l'Agence et le document relatif aux principes fondamentaux de sûreté élaborés par le Groupe consultatif international pour la sécurité nucléaire revêtent une grande importance pour les Etats membres de l'AIEA, notamment en ce qui concerne leur politique nationale de sûreté nucléaire et de radioprotection.

La République démocratique allemande se félicite de la création à bref délai d'un régime international relatif à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires transfrontaliers. Mon pays a participé à la Conférence diplomatique sur l'adoption d'un protocole commun concernant l'application de la Convention sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires. Actuellement, nous étudions de près la possibilité de devenir partie au Protocole commun et à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires. Le Groupe de travail qui sera organisé par l'Agence devrait examiner toutes les questions qui restent en suspens, tant en ce qui concerne la responsabilité civile que celle des Etats.

S'agissant du programme actuel des missions de l'équipe chargée d'étudier la sûreté opérationnelle, la République démocratique allemande a récemment informé le Directeur général de l'AIEA qu'elle était prête à accueillir cette mission en 1990.

Bien entendu, la sûreté de l'industrie de l'énergie nucléaire et ses perspectives futures ne dépendent pas uniquement de mesures technologiques ou d'organisation. Des actions en faveur de la protection des installations nucléaires contre les attaques armées et de la prévention de toutes les manifestations de terrorisme nucléaire sont également indispensables. Nous espérons que la Conférence de Genève sur le désarmement réagira favorablement à l'offre du Directeur général de l'AIEA de préparer une étude pertinente, pour que l'on progresse dans la voie d'un accord international sur l'interdiction d'attaques armées contre des installations nucléaires.

M. Zachmann (RDA)

La République démocratique allemande continuera d'apporter sa contribution à la mise en oeuvre du programme de l'Agence, y compris dans le domaine de l'assistance technique. Cela s'applique non seulement au financement du programme d'assistance technique mais également à la fourniture de matériel et de matériaux, à la formation de spécialistes de pays en développement, à l'accueil de voyages d'étude et de programmes de formation, et au détachement d'experts.

Ma délégation voudrait exprimer sa reconnaissance au Représentant permanent du Canada, qui a présenté avec tant de compétence le projet de résolution A/43/L.17. En tant que coauteur de ce projet, nous exprimons l'espoir qu'il sera adopté sans vote.

M. ZAPOTOCKY (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Tout d'abord, je tiens à féliciter le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, de l'intervention qu'il a faite ici. Nous avons également étudié avec attention sa déclaration à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et, surtout, son intervention devant la trente-deuxième Conférence générale de l'AIEA, qui contenait une analyse des activités de l'Agence au cours de la période écoulée. Il nous a fait part des résultats obtenus en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaires aux fins du développement économique et du maintien de l'équilibre écologique, l'adoption de mesures propres à assurer une plus grande sûreté des installations nucléaires et la contribution apportée par l'Agence à la non-prolifération des armes nucléaires. Nous avons également consacré une attention particulière au rapport de l'Agence (A/43/488, annexe).

Les activités de l'Agence se déroulent aujourd'hui dans des conditions différentes de celles du passé récent. Les changements positifs intervenus dans le climat international, l'accroissement de la confiance entre les Etats et la conscience de la responsabilité commune envers la survie de l'humanité ont eu pour effets de renforcer la garantie politique et matérielle que l'énergie atomique sera utilisée exclusivement à des fins pacifiques et pour satisfaire les besoins du développement. Dans les circonstances actuelles, il est plus clair que jamais que la première tâche de l'Agence est d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires par l'application de son système de garanties et, en particulier, par ses efforts pour instaurer une coopération aussi large et aussi fructueuse que possible dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'Agence est une organisation internationale universellement reconnue, qui unit les efforts des Etats dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

M. Zapotocky (Tchécoslovaquie)

Cette année marquait le vingtième anniversaire de la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les résultats pratiques du Traité ont confirmé qu'il contribue au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité internationale. La Tchécoslovaquie souhaite que ce traité devienne universel et est prête à prendre une part active aux préparatifs de la quatrième Conférence d'examen.

Nous avons noté avec satisfaction que l'Agence, dans l'exécution de ses activités d'inspection, n'a détecté pendant la période considérée aucune violation grave des obligations prises par les Etats qui indiquait qu'il y a eu des utilisations de matières nucléaires à des fins illicites pour la fabrication d'armes nucléaires ou de tout autre dispositif explosif nucléaire, ou à des fins inconnues.

La Tchécoslovaquie considère toujours que les activités de l'Agence en ce qui concerne l'application des garanties en matière nucléaire doivent recevoir la plus haute priorité. Le système de garanties de l'Agence constitue à ses yeux un élément important dans les efforts qui sont faits pour prévenir la guerre nucléaire et renforcer la paix, la confiance et la coopération dans le monde entier.

Nous appuyons donc la proposition faite par le Directeur général de l'Agence, M. Hans Blix, de mettre à profit l'expérience acquise par l'Agence dans ces activités de contrôle pour procéder à des mesures d'inspection liées aux dispositions déjà convenues et à celles qui sont envisagées dans le domaine du désarmement.

M. Zapotocky (Tchécoslovaquie)

La Tchécoslovaquie appuie depuis toujours les mesures constructives propres à accroître l'efficacité du système de garanties et à l'améliorer et est prête à mettre à sa disposition ses experts et ses moyens techniques pour promouvoir l'application de ces mesures. Par ailleurs, la tendance actuelle nous fait craindre que dans un avenir proche les activités de l'Agence, en ce qui concerne les garanties, ne rencontrent des difficultés. A l'heure actuelle, il serait possible d'apporter quelques changements conceptuels au système de garanties pour lui permettre, rapidement, en augmentant de manière très limitée les ressources financières, de répondre aux nouvelles exigences politiques en matière de contrôles et d'inspections liées au désarmement et à l'utilisation accrue de l'énergie nucléaire.

A ce propos, à la trente-deuxième session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), nous avons proposé la création de deux niveaux d'inspection. Le premier niveau comprendrait les inspections à grande échelle sans notification qui, au moyen de mécanismes statistiques, porteraient sur la recherche des anomalies éventuelles. Au deuxième niveau - c'est-à-dire si des anomalies étaient trouvées - on procéderait dans le secteur approprié, à un contrôle approfondi en matière d'essais et d'inspection.

Nous avons noté avec satisfaction la conclusion d'un accord de garanties entre la République populaire de Chine et l'AIEA, fondé sur la proposition de la République populaire de Chine, de placer certaines de ses installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA. De même, nous avons salué l'adhésion de l'Espagne au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En fait, nous serions très heureux d'exprimer la même reconnaissance à d'autres Etats, notamment à ceux qui se situent dans ce que l'on appelle les zones névralgiques de notre planète.

Comme de nombreux autres pays, nous estimons que le renforcement des zones dénucléarisées déjà existantes et la création de nouvelles zones dénucléarisées dans diverses régions du monde sont indissociables de la non-prolifération. C'est précisément le but que vise la proposition commune faite par la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande, qui prévoit la création d'un couloir non nucléaire en Europe centrale.

Une approche d'ensemble pour instaurer une large coopération internationale en vue d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et éliminer la menace nucléaire s'avère aujourd'hui, à notre avis, particulièrement pertinente pour garantir le développement sûr de l'énergie nucléaire. Animés d'un sentiment de

M. Zapotocky (Tchécoslovaquie)

haute responsabilité vis-à-vis des activités de l'AIEA dans ce domaine, les Etats Membres ont décidé d'élaborer une convention internationale sur la notification rapide d'un accident nucléaire et une convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique. Depuis l'adoption de ces très importantes conventions, plus de 70 pays les ont signées et quelque 30 pays les ont déjà ratifiées. Le processus d'adhésion de nouveaux Etats à ces conventions est largement engagé.

Lors de la préparation de la trente-deuxième session de la Conférence générale de l'AIEA, la Tchécoslovaquie, avec d'autres pays de la communauté socialiste, est parvenue à la conclusion qu'il convenait de donner une nouvelle impulsion à ce processus très utile. D'où une nouvelle initiative en faveur des deux conventions, sous la forme de la résolution GC/XXXII/865 du 22 septembre 1988. Elle a été présentée par la Tchécoslovaquie et 19 autres Etats, et adoptée par consensus, en recueillant un large appui.

A l'heure actuelle, l'activité dans le domaine de l'énergie nucléaire montre que, malgré ses succès irréversibles et ses effets essentiellement positifs, nous ne pouvons exclure totalement le risque d'un accident nucléaire ni le danger de rayonnement. Afin que la communauté internationale tout entière soit à même de faire face à ces dangers potentiels, il est indispensable que les deux conventions que j'ai citées deviennent universelles.

La Tchécoslovaquie tient beaucoup à ce que les bases de coopération créées par ces deux conventions se développent et s'élargissent grâce aux relations bilatérales et multilatérales. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie a pris l'initiative, avec quelques autres pays, de préparer un accord entre les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) sur la notification des accidents nucléaires et l'aide mutuelle. Ces accords devraient être signés sous peu. Des progrès ont également été réalisés dans l'élaboration d'un accord entre la Tchécoslovaquie et la République fédérale d'Allemagne qui régira les relations en matière de développement de l'énergie nucléaire dans nos deux pays voisins.

Nous avons fait preuve de beaucoup de franchise en tenant nos partenaires autrichiens informés des activités des centrales nucléaires tchécoslovaques, conformément à l'accord conclu entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche sur la réglementation des questions d'intérêt mutuel concernant les installations nucléaires. Il en va de même des négociations sur l'élargissement de la coopération actuellement en cours.

M. Zapotocky (Tchécoslovaquie)

Nous estimons également que l'application des mesures propres à prévenir diverses formes de terrorisme nucléaire devrait faire partie d'une solution générale des questions de sécurité internationales. A ce propos, nous nous réjouissons de l'entrée en vigueur de la Convention multilatérale sur la protection physique des matières nucléaires. Nous attachons également une grande importance aux efforts de l'AIEA et d'un certain nombre de ses Etats membres pour que les installations nucléaires ne puissent pas faire l'objet d'une attaque armée au moyen d'armes classiques ou nucléaires.

Les activités de l'Agence dans le domaine de l'assistance technique et de la coopération constituent à nos yeux l'une des grandes tendances du développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques à l'échelle mondiale, surtout dans les pays les moins développés. Voilà pourquoi nous appuyons la proposition tendant à consacrer à cette fin 42 millions de dollars en 1988. Le Fonds d'assistance technique ainsi créé doit cependant toujours se fonder sur le principe des contributions volontaires.

La Tchécoslovaquie propose d'organiser dans son pays en 1989 deux cours d'études de l'Agence, et également d'accorder des bourses à des spécialistes venant de pays en développement pour leur permettre d'accroître leurs qualifications dans nos institutions scientifiques et techniques.

Comme par le passé, la Tchécoslovaquie s'intéresse vivement à l'utilisation non énergétique de l'énergie nucléaire. L'utilisation des radionucléides dans l'industrie et les méthodes radio-indicatives ainsi que les analyses d'activation ont beaucoup évolué. Nous souhaiterions que les programmes de recherche de l'AIEA reflètent cette évolution et nous sommes prêts, notamment, à accorder aux pays en développement une assistance efficace en utilisant les méthodes de radionucléides dans les différents secteurs de l'économie.

Ces dernières années, nous avons acquis une grande expérience dans le domaine de la fabrication, de l'installation et de l'exploitation de centrales nucléaires. Les conditions techniques et juridiques indispensables ont été réunies pour en assurer une utilisation sûre. Comme par le passé, les centrales nucléaires tchécoslovaques ont connu une grande stabilité et une grande fiabilité d'exploitation.

M. Zapotocky (Tchécoslovaquie)

En collaboration avec l'Union soviétique et les autres pays de la communauté socialiste, nous avons abordé l'élaboration d'un projet de modernisation d'une centrale atomique avec un réacteur WWER-1000 d'un type plus perfectionné, avec une plus grande sécurité en matière de radiations et avec des caractéristiques économiques nettement meilleures.

L'année écoulée a montré, une fois de plus, que l'appréciation de l'activité de l'AIEA formulée à l'occasion de son trentième anniversaire était des plus méritée.

Voilà pourquoi je voudrais dire la reconnaissance de la délégation tchécoslovaque à l'Agence pour le travail qu'elle a fait l'an dernier. Nous apprécions l'initiative et l'attitude constructive des représentants de l'Agence qui a pour Directeur général M. Blix, de même que l'activité des membres du Conseil des gouverneurs qui se sont efforcés de trouver une solution à plusieurs problèmes extrêmement difficiles qui continuent de se poser à l'Agence.

Mme BERTRAND (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, l'Assemblée générale est appelée à examiner le rapport annuel de l'une des organisations les plus prestigieuses et les plus efficaces du système des Nations Unies : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En tant que représentant du pays hôte de l'Agence et d'un pays qui participe activement à de nombreuses activités de fond de l'Agence - tout en ayant une vue indépendante des avantages et des perspectives de l'énergie nucléaire -, j'aimerais saisir cette occasion pour renouveler notre ferme appui à l'Agence et manifester une fois de plus notre confiance en l'efficacité de ses dirigeants.

L'énergie nucléaire est l'un des plus grands domaines des activités de l'AIEA et continue de faire l'objet de débats et même de controverses. Le nombre de centrales nucléaires en fonctionnement et la part de l'énergie nucléaire dans la production de l'électricité mondiale ne cessent de croître, et l'inquiétude générale suscitée par les questions non résolues liées à l'énergie nucléaire, tels que les risques pour la sécurité, le déversement de déchets radioactifs et les besoins en matière de protection physique, augmente d'autant. Il est vrai que seuls quelques pays membres où la production d'énergie nucléaire est actuellement une option économiquement viable suivent des politiques énergétiques qui visent à élargir de façon permanente leur potentiel d'énergie nucléaire. D'autres pays ont

Mme Bertrand (Autriche)

été poussés par des considérations d'économie ou de sécurité à adopter une position plus prudente qui les a conduits à geler ou à quasi geler la croissance de leur potentiel d'énergie nucléaire. D'autres pays encore se sont engagés à éliminer progressivement leur production d'énergie nucléaire, tandis que d'autres - y compris l'Autriche - ont volontairement renoncé à l'option nucléaire.

Outre la diversité des attitudes à l'égard de l'énergie nucléaire à l'échelon gouvernemental, il existe aussi des positions variées à l'intérieur des pays, de sorte que dans plusieurs cas, l'aval du gouvernement à l'énergie nucléaire se heurte à l'opposition de groupes importants de la population.

La Conférence générale a prié le Conseil d'administration de l'Agence de poursuivre en priorité l'examen de la question de la responsabilité en cas de dommages résultant d'un accident nucléaire et de convoquer un groupe de travail à composition non limitée, en 1989, pour étudier tous les aspects de la responsabilité en cas de dommages nucléaires. Cela comprend bien sûr la question importante de la responsabilité des Etats en cas de dommages résultant d'accidents nucléaires. Pour la première fois aujourd'hui, cette question a été inscrite à l'ordre du jour d'un groupe de travail qui présente ses rapports au Conseil d'administration de l'Agence. Voilà un fait nouveau important. L'Autriche espère que cela aboutira à l'élaboration d'une convention internationale sur la responsabilité des Etats en cas de dommages nucléaires et à l'adoption de la convention en question, sous les auspices de l'Agence. Comme nous l'avons dit à la conférence générale, l'Autriche est prête à présenter le premier projet d'une convention qui servirait de base pour les travaux ultérieurs. L'Autriche est fermement convaincue que non seulement il est possible de résoudre la question difficile de la responsabilité des Etats en cas de dommages nucléaires moyennant un instrument approprié mais qu'il est opportun et nécessaire de le faire.

L'intérêt particulier que nous portons aux activités de l'Agence concernant la sûreté nucléaire n'enlève rien à notre intérêt agissant pour d'autres activités de l'Agence, notamment en ce qui concerne les garanties de non-prolifération. Il sera toujours à l'honneur de l'Agence, de sa gestion et de son personnel hautement spécialisé, que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, ouvert à la signature il y a 20 ans, a pu être mis en oeuvre dans le monde entier et de façon satisfaisante. Les mois prochains verront les débuts des préparatifs de la

Mme Bertrand (Autriche)

quatrième Conférence des parties chargées de l'examen du Traité de non-prolifération, qui aura lieu en 1990. L'Autriche espère que l'Agence, forte de son expérience et de son prestige, jouera un rôle important dans ce processus.

M. FAN Guoxiang (Chine) (interprétation du chinois) : La délégation chinoise a écouté avec la plus grande attention l'exposé de M. Blix sur le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 1987. Il nous paraît évident qu'au cours de l'année écoulée, l'AIEA a beaucoup fait pour favoriser les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous avons plaisir à constater que l'AIEA a perfectionné son programme de formation à l'intention des pays en développement. Les trois plans régionaux de coopération pour l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et l'Afrique appuyés par l'AIEA sont aussi très bien accueillis par les pays en développement.

De même, des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'énergie nucléaire, du recyclage du combustible nucléaire, de la sûreté nucléaire et de la protection contre les rayonnements. Outre ces réalisations dans le domaine de la coopération technique, l'AIEA a fait de grands efforts pour renforcer les garanties nucléaires et améliorer la gestion administrative. Nous appuyons l'évaluation technique et l'analyse des politiques de coopération technique effectuées par le Secrétariat pour permettre une meilleure efficacité et de meilleurs résultats. Nous sommes certains que l'AIEA continuera à favoriser l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

M. Fan Guoxiang (Chine)

Le Gouvernement chinois a toujours suivi de près et appuyé le travail de l'AIEA. Bien que la Chine soit un membre relativement nouveau de l'Agence, elle prend activement part à ses travaux. Elle paie sa quote-part et ses contributions à l'assistance technique dans les délais voulus et participe activement aux travaux du Groupe consultatif sur la sûreté nucléaire internationale. Après l'accident de Tchernobyl, la Chine a participé activement à la rédaction de deux conventions sur la sûreté nucléaire, qu'elle a plus tard signées et ratifiées. Nous avons également accepté et financé un plan d'expansion de sûreté nucléaire. Les experts chinois en matière de sûreté nucléaire ont travaillé avec d'autres à la révision du Programme de normes de sûreté nucléaire de l'Agence pour les centrales nucléaires (NUSS). Pendant l'année écoulée, la Chine, en tant que pays hôte, et l'AIEA ont organisé de concert six cours de formation et coparrainé sept conférences internationales, notamment la dixième rencontre du Groupe de travail sur le plan de coopération pour l'Asie et le Pacifique, tenue en avril dernier. Après cette réunion, la Chine et l'Agence parraineront diverses activités. Nous sommes prêts à intensifier nos relations de coopération avec l'Agence et avec ses autres membres, à la fois comme bénéficiaires et comme contributeurs.

Dans ses relations de coopération avec les autres pays dans le domaine nucléaire, la Chine se conforme strictement à une politique selon laquelle elle n'apporte aucun appui, aucun encouragement ni aucune aide à la fabrication d'armes nucléaires par d'autres pays. Conformément à cette politique, la Chine demande aux pays à destination desquels elle exporte des matières et du matériel nucléaire de les placer sous le système des garanties de l'Agence. Lorsqu'elle importe ce type de matières et de matériel, elle veille également à ce qu'il soit utilisé à des fins exclusivement pacifiques.

Conformément à cette politique, la Chine a proclamé, à la vingt-neuvième session plénière de l'Agence, que, dans les cas appropriés, elle placerait volontairement certaines de ses installations nucléaires civiles sous le système de garanties de l'Agence et, dans le respect de cet engagement, elle est entrée en pourparlers avec l'Agence. A l'issue de deux séries de négociations formelles tenues respectivement en août 1986 et en septembre 1987, la Chine et l'AIEA sont parvenues à un accord sur le texte des garanties et l'ont signé officiellement en septembre dernier. Cet accord exprime une fois de plus l'attachement de la Chine aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et son appui aux efforts

M. Fan Guoxiang (Chine)

internationaux déployés à cette fin. Il montre également que nous appuyons les deux grands objectifs prescrits dans le statut de l'AIEA, c'est-à-dire l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et ses garanties.

En signant cet accord, la Chine a accepté d'élargir sa coopération avec l'Agence et avec ses membres. En outre, cet accord nous permettra de participer davantage aux activités opérationnelles de l'Agence dans le domaine des garanties. La Chine a déjà recommandé à l'Agence ses propres experts afin que ceux-ci travaillent en qualité d'inspecteurs de l'Agence et, de son côté, elle est prête à accueillir les inspecteurs de l'Agence sur son territoire. Afin de faciliter l'application de l'accord, la Chine s'efforce d'accélérer les travaux de mise au point du système d'Etat de recensement et de vérification du matériel nucléaire et a engagé des pourparlers avec l'Agence au sujet d'arrangements connexes.

Pour terminer, la délégation chinoise tient à dire combien elle apprécie le travail de l'Agence. Nous approuvons son rapport annuel et appuyons le projet de résolution A/43/L.17.

M. LOZINSKIY (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : La délégation soviétique a étudié avec attention le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 1987, présenté par le Directeur général de l'Agence, M. Hans Blix, dont nous apprécions hautement l'activité. Cet important document contient une description appropriée et détaillée du rôle dominant que cette organisation internationale unique joue dans le domaine du développement de la coopération inter-Etats aux fins de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et du contrôle de la non-prolifération des armes nucléaires.

L'Union soviétique apprécie hautement les activités multidimensionnelles de l'AIEA et la manière active dont elle réagit à l'apparition de nouveaux problèmes. L'Agence doit être appelée à participer directement à la solution de tels problèmes, comme elle l'a fait dans le cas de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Les activités de l'Agence se déroulent aujourd'hui dans des conditions qui bénéficient des changements positifs intervenus dans la situation internationale. L'application du Traité soviéto-américain sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée a permis de jeter les bases de la mise en train d'un processus de désarmement véritable. Des progrès sont faits, non sans

M. Lozinskiy (URSS)

difficultés du reste, dans l'élaboration d'un traité prévoyant une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives soviétiques et américaines dans le respect du Traité sur la limitation des missiles anti-missiles balistiques.

Certains progrès sont également réalisés dans les négociations soviéto-américaines actuellement en cours en vue de la réduction, puis de la cessation complète des essais nucléaires. L'Union soviétique espère qu'un accord sur des mesures efficaces de vérification et la ratification des traités soviéto-américains de 1974 et 1976 sera bientôt conclu et que les parties pourront passer sans tarder à l'examen de nouvelles mesures plus radicales de limitation de la puissance et du nombre des essais nucléaires, en attendant leur cessation complète.

A la veille d'une nouvelle époque historique où l'humanité se verra libérée des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, l'AIEA symbolise l'option pacifique contre l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire. Elle est le modèle d'organisation internationale de demain, appelée à garantir le non-retour de l'arme nucléaire. A ce propos, nous tenons à souligner que le mécanisme de contrôle de l'Agence et son expérience dans le domaine de l'application des garanties pourraient largement être mis à profit lors de la mise au point des mécanismes politique, juridique et de contrôle régissant les relations internationales pendant le processus du désarmement nucléaire et dans un monde futur exempt d'armes nucléaires et de violence.

L'une des conditions indispensables pour assurer le progrès ininterrompu vers le désarmement nucléaire réside dans le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont nous avons célébré cette année le vingtième anniversaire. Les principes de non-prolifération énoncés dans ce traité sont très largement reconnus et sont devenus un élément essentiel du droit international contemporain.

M. Lozinskiy (URSS)

Considérant le nombre de parties qui y adhèrent, le Traité est sans aucun doute l'instrument légal international le plus large dans le domaine de la limitation des armements. Il importe tout particulièrement d'amener les pays qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité. A ce propos, nous devons mentionner les ambitions nucléaires de l'Afrique du Sud et d'Israël et souligner que l'adhésion de ces deux Etats au Traité est indispensable. Le strict respect par tous les Etats de leurs obligations aux termes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a une grande importance pour assurer la sécurité du monde entier.

La poursuite de l'élaboration d'un mécanisme international qui garantirait le développement sûr de l'énergie nucléaire, y compris la solution de questions telles que la prévention d'attaques contre des installations nucléaires, la prévention du terrorisme nucléaire et la réglementation en droit international des responsabilités en matière de dommages nucléaires. Dans tous ces domaines, l'Agence internationale de l'énergie atomique est appelée à jouer un rôle important. Nous sommes convaincus que la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, prévue pour 1990, permettra de renforcer encore le régime de non-prolifération.

L'Union soviétique continuera à appuyer fermement le Traité, qui doit rester en vigueur tant qu'un monde libéré des armes nucléaires et non violent ne se sera pas matérialisé. Il ne pourra être remplacé que par un traité international global sur le non-recours aux armes nucléaires, après élimination complète et définitive de ces armes.

Comme le montre le rapport de l'Agence et comme l'a déclaré son directeur général, on a assisté pendant cette période à l'élargissement des activités de contrôle de l'Agence et à l'amélioration constante du système des garanties. Celui-ci assure de manière efficace et sûre que les matières nucléaires destinées à des utilisations pacifiques ne seront pas employées à la fabrication d'armes nucléaires. Nous notons avec satisfaction que, comme les années précédentes, le secrétariat de l'Agence n'a pas décelé d'anomalies indiquant le détournement de matières nucléaires placées sous garanties vers la fabrication d'armes nucléaires ou la fabrication de tout autre engin explosif nucléaire. Voilà pourquoi l'Union soviétique préconise la participation du plus grand nombre possible d'Etats aux activités de l'AIEA et appuie l'universalité de cet organe.

M. Lozinskiy (URSS)

L'Union soviétique contribue au développement technique des garanties dans le cadre de son programme national d'assistance scientifique et technique aux garanties de l'Agence. En 1988, des travaux ont permis de mener à bien 40 projets dans des domaines importants des garanties. Pour mener à bien le prochain cycle de recherche scientifique et de travaux expérimentaux de conception dans le cadre de ce programme, l'Union soviétique déboursa 4 millions de roubles en 1989-1990. En outre, notre pays a prévu une somme de 300 000 roubles à titre de contribution volontaire pour permettre la réalisation en 1989-1990 de programmes d'éducation en matière de garanties qui seront menés en Union soviétique avec la participation d'experts de l'AIEA.

Nous sommes heureux de voir s'intensifier les efforts déployés par l'Agence pour transférer l'expérience, les connaissances, la technique et l'équipement dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire aux pays en développement membres de l'Agence en vue de favoriser leur développement social et économique. L'orientation de l'Agence vers la réalisation de mesures à grande échelle et à long terme d'assistance technique et de coopération y ont beaucoup contribué.

L'Union soviétique verse intégralement et régulièrement sa part au Fonds d'assistance et de coopération et, de concert avec l'Agence, conduit des travaux sur l'utilisation efficace de l'énergie nucléaire. La contribution volontaire en monnaie nationale de l'Union soviétique au Fonds d'assistance et de coopération technique de l'AIEA pour 1989 s'élèvera à une somme équivalant à 4 238 000 dollars des Etats-Unis.

En 1989, l'Union soviétique continuera de verser la somme allouée par elle pour une aide supplémentaire aux Etats membres de l'AIEA qui ont adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La délégation soviétique voudrait se joindre aux délégations qui ont déjà exprimé leur approbation du rapport de l'AIEA pour 1987. De même, nous appuyons le projet de résolution présenté par le représentant du Canada. Nous sommes convaincus qu'à l'avenir aussi l'Agence continuera à se montrer un instrument fiable permettant d'organiser la coopération internationale et de la développer dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire au titre du régime de non-prolifération des armes nucléaires.

M. SOULIOTIS (Grèce) (interprétation de l'anglais) : Au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, je voudrais d'abord remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de son rapport annuel sur les travaux de l'Agence en 1987. Je veux de même lui exprimer ma reconnaissance pour les observations qu'il a faites dans sa déclaration liminaire sur les principaux événements qui ont marqué l'Agence en 1987.

Nous souhaitons réaffirmer notre plein appui aux objectifs de l'AIEA, à savoir encourager et faciliter la coopération internationale dans l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier et prévenir la prolifération nucléaire. Pour nous, l'Agence reste la principale organisation internationale en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance à tous ceux qui ont travaillé à l'encouragement des utilisations sûres de l'énergie nucléaire dans certains domaines qui intéressent particulièrement les membres de la Communauté européenne. Premièrement, nous réitérons notre appui aux activités de l'AIEA dans les programmes d'aide technique. Nous sommes parmi les principaux contributeurs au Programme d'assistance technique et de coopération de l'Agence, et nous avons pour politique de maintenir cette position malgré des problèmes budgétaires internes.

Le Programme d'assistance technique et de coopération de l'Agence est un rappel utile montrant qu'en plus de leurs applications énergétiques, les techniques nucléaires sont de plus en plus utilisées dans la lutte contre la maladie et pour l'amélioration du bien-être de l'homme dans plusieurs régions du monde.

Pour nous tous, l'application des techniques nucléaires à la médecine et à l'agriculture est d'une importance cruciale. Le travail réalisé dans ce domaine a également une importance particulière pour les Etats Membres pour qui l'option énergétique nucléaire n'est encore qu'une possibilité lointaine.

M. Souliotis (Grèce)

De plus, nous sommes heureux que l'Agence apporte une contribution utile aux activités de recherche nucléaire, dans les laboratoires de Seibersdorf, Trieste et Monaco, auxquelles les savants des pays développés et des pays en développement participent activement. Nous sommes convaincus que ces travaux profiteront à long terme à tous les Etats membres et méritent donc leur soutien et leur encouragement sans faille.

Nous affirmons également que nous continuons d'apporter notre soutien et de nous intéresser aux activités de l'Agence en ce qui concerne la gestion des déchets. Ces activités sont importantes pour l'utilisation continue de l'énergie nucléaire, la protection de l'environnement et la sûreté publique. Cette tâche ne devrait pas être limitée à un stockage sûr mais comprendre également d'autres aspects tels que le transport.

Le rapport annuel de 1987 signale une augmentation de près de 8 % de la capacité totale de production d'énergie nucléaire à partir des installations mondiales. Vingt-deux nouvelles centrales sont entrées en fonction dans neuf Etats membres de l'Agence, soit au total 417 centrales nucléaires en fonction dans 26 pays. Au sein de la Communauté européenne, un tiers de notre électricité est produite par 132 réacteurs nucléaires. Il apparaît donc clairement que l'énergie nucléaire continuera de jouer un rôle très important en tant que source d'énergie. La sûreté nucléaire est considérée dans les statuts comme une fonction de l'AIEA et, depuis la création de l'Agence, en 1957, elle a fait partie intégrante de son programme.

Nous appuyons, en nous en félicitant, les activités de l'Agence dans le domaine de la sûreté nucléaire et nous estimons qu'elle doit les poursuivre au même niveau. L'énergie nucléaire ne devrait pas se développer sans que soient prises des mesures de sûreté rigoureuses qui devraient être examinées régulièrement, et l'on devrait accorder la plus haute priorité aux programmes que l'Agence réalise dans ce domaine.

La catastrophe de Tchernobyl a montré clairement qu'un accident nucléaire peut avoir des effets au-delà des frontières d'un pays et il a montré l'importance de la coopération internationale dans le domaine nucléaire.

L'Agence s'acquitte d'un rôle essentiel dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection radiologique, non seulement en contribuant à l'élaboration de

M. Souliotis (Grèce)

principes, de nomenclatures et de normes renforcés en matière de sûreté, mais aussi dans la façon dont elle concentre la discussion sur des sujets clefs.

L'entrée en vigueur de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique a été un pas important en vue d'améliorer la coopération internationale dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection radiologique. Les deux conventions ont été déjà conclues ou ratifiées par un grand nombre d'Etats Membres.

Il est satisfaisant de voir que la révision et la mise à jour des cinq codes de pratique du Programme de normes de sûreté nucléaire de l'Agence pour les centrales nucléaires (NUSS) ont maintenant été complétées afin de refléter la pensée actuelle et l'expérience acquise en matière de prévention et de gestion des accidents.

La sûreté nucléaire est avant tout une responsabilité nationale mais elle a également une dimension internationale. Nous espérons que l'acceptation du Programme NUSS remis à jour permettra d'obtenir et de préserver un niveau international élevé de sûreté nucléaire et que les Etats membres en tiendront compte lorsqu'ils dégageront leurs propres besoins en matière de sûreté nationale.

Dans ce contexte, nous apprécions le travail qui a été réalisé par le Groupe consultatif international pour la sûreté nucléaire (INSAG) l'an dernier. Les principes de l'INSAG, qui ont été complétés, montrent une fois de plus que la création de ce groupe consultatif était très opportune.

Nous souhaitons manifester notre appui à l'Equipe d'examen de la sûreté d'exploitation (OSART). Ses missions sont bien à l'image du type de services que l'Agence peut fournir aux Etats membres en vue d'assurer un niveau de sûreté internationale élevé et d'apporter la garantie que des normes strictes sont appliquées dans le domaine du fonctionnement des centrales nucléaires. Nous nous félicitons également des efforts que fait l'Agence pour encourager une plus grande coopération dans les domaines des régimes réglementaires et de la législation.

Nous nous réjouissons aussi des efforts déployés au sein de l'Agence et d'autres instances pour améliorer le régime de responsabilité en cas de dommages nucléaires. Nous constatons avec satisfaction que le texte du protocole commun concernant l'application de la Convention sur la responsabilité civile dans le

M. Souliotis (Grèce)

domaine de l'énergie nucléaire (Convention de Paris) et de la Convention relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires (Convention de Vienne) élaboré au cours d'une réunion d'experts AIEA/Agence de l'Organisation de coopération et de développement économique pour l'énergie nucléaire en octobre 1987, a été adopté et ouvert à la signature le 21 septembre 1988.

Après avoir décrit les travaux de l'Agence pour renforcer la sûreté nucléaire, nous souhaitons insister sur l'importance de ses activités en matière de garanties.

Nous avons été satisfaits de lire dans le rapport annuel de l'Agence qu'en 1987, toutes les matières nucléaires placées sous les garanties de l'Agence n'avaient pas débordé du cadre des activités nucléaires pacifiques.

Le système de garanties est une partie essentielle de la politique de non-prolifération que la Communauté européenne et ses Etats membres appuient vivement. Ils estiment essentiel que les garanties soient appliquées aussi largement que possible conformément à la politique de non-prolifération. C'est pourquoi nous prions de nouveau les Etats non dotés d'armes nucléaires mais possédant des installations nucléaires non couvertes par les garanties de l'AIEA de bien vouloir les placer sous ces garanties. Nous sommes également heureux de voir que les négociations menées avec la Chine afin qu'elle place une partie de ses installations civiles nucléaires sous le régime de garanties de l'Agence ont abouti à la conclusion d'un accord d'offre volontaire au mois de septembre 1988. Cela signifie que des accords sur les garanties ont été conclus avec les cinq Etats dotés d'armes nucléaires.

Dans le cadre des réalisations de l'Agence en 1987, je voudrais exprimer, pour finir, notre satisfaction de voir les quatre principaux partenaires mondiaux en matière de fusion nucléaire - la Communauté européenne, le Japon, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques - élaborer un projet sous les auspices de l'AIEA concernant l'étude de conception d'un réacteur expérimental thermonucléaire international (ITER).

Si les Etats membres se sont réjouis de l'efficacité de l'AIEA et ont souligné l'importance de sa tâche, il n'en demeure pas moins que de vastes problèmes compromettent la sérénité de ses travaux.

Tout d'abord, nous observons que toutes les contributions mises en recouvrement n'ont pas été versées à temps. A notre avis, il est important que les

M. Souliotis (Grèce)

réglementations financières de l'Agence soient respectées en tant qu'obligations internationales, faute de quoi l'AIEA ne sera pas en mesure de s'acquitter de façon satisfaisante des tâches importantes que j'ai mentionnées.

Par ailleurs, la Communauté européenne et ses Etats membres sont également très inquiets de voir que l'Agence doit traiter de questions politiques dont la responsabilité incombe à d'autres instances. Cela compromet le rôle de l'Agence en tant qu'instrument efficace de promotion de la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

La Communauté européenne et ses Etats membres souhaitent vivement que leur coopération étroite avec l'Agence dans tous les domaines des activités nucléaires pacifiques continue de se développer avec succès.

M. MAKAREVITCH (République socialiste soviétique d'Ukraine)

(interprétation du russe) : La délégation de la RSS d'Ukraine a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction du rapport d'activité de 1987 soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'Agence internationale de l'énergie atomique. De même, elle a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration de M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence, à la présente séance.

Nous voudrions tout d'abord dire toute notre reconnaissance à M. Blix pour sa précieuse contribution au travail de l'Agence. Nous remercions également ses collaborateurs pour leur travail fécond et utile. Nous apprécions hautement les activités de l'Agence, organisation internationale jouissant d'une grande autorité, qui favorise le développement de la coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, de contrôle de la non-prolifération des armes nucléaires et d'exploitation sans danger de l'énergie nucléaire.

Que les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire puissent effectivement prévaloir sur les utilisations militaires a déjà trouvé son symbole dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que M. Gorbatchev a qualifié, dans son article "Réalité et garanties d'un monde non nucléaire", d'exemple transcendant de la grande responsabilité des Etats. La conclusion de ce traité constitue la réaction collective appropriée de la communauté internationale devant la menace d'une nouvelle prolifération des armes nucléaires. Il convient à cet égard de reconnaître tout particulièrement le rôle de l'Agence, à laquelle le Traité assigne des fonctions de contrôle et qui a mis au point un système de garanties empêchant effectivement que les matières nucléaires destinées à des utilisations pacifiques servent à la fabrication d'armes nucléaires. Ce contrôle se fait dans le respect total des droits souverains des Etats et sans porter préjudice au développement de leurs activités nucléaires pacifiques et sans nuire non plus à la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Voilà pourquoi il nous semble qu'il y a tout lieu de mettre à profit l'expérience fournie par les garanties de l'Agence pour élaborer un système de contrôle relatif aux futures mesures de désarmement nucléaire. Le renforcement à tous égards du régime de non-prolifération reste la tâche primordiale de l'Agence en ce qui concerne la limitation de la course aux armes nucléaires.

M. Makarevitch (RSS d'Ukraine)

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires joue un rôle important dans le maintien de la paix internationale. Il est notamment important pour garantir la sécurité internationale sur tous les plans. Voilà pourquoi nous partageons la profonde inquiétude de la communauté mondiale devant les actes des Etats presque nucléaires qui, manifestant ouvertement leurs ambitions nucléaires, se refusent à reconnaître que l'adhésion au Traité est le seul choix que puissent dicter la raison, la morale et le souci véritable de la sécurité nationale et internationale.

Notre délégation appuie l'idée de créer un régime international concernant le développement sans danger de l'énergie nucléaire, programme que l'Union soviétique avait présenté en 1986. Nous appuyons également l'élaboration d'un système sûr de mesures propres à empêcher une attaque contre des objectifs nucléaires, des mesures propres à prévenir le terrorisme nucléaire et la réglementation internationale de la responsabilité en cas de dommages nucléaires. Nous appuyons activement l'orientation des activités et des programmes de l'Agence, travail qui intéresse tous les pays. A notre avis, ces programmes correspondent tout à fait aux objectifs et aux tâches de l'Agence destinés à assurer partout l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire, ainsi qu'à étendre et à consolider la coopération internationale dans ce domaine.

La question de l'énergie atomique nous paraît particulièrement importante. L'analyse des données disponibles montre que les besoins en énergie et l'utilisation de cette énergie croissent sans cesse dans le monde. Il est bien évident que la question fondamentale qui déterminera l'avenir de l'énergie atomique consiste à en assurer la sûreté et la fiabilité. Il convient de relever à cet égard l'activité utile de l'Agence dans ce domaine : l'organisation de diverses conférences et rencontres sur la sûreté nucléaire, l'élaboration de normes internationales de sécurité, l'adoption de conventions sur la notification et l'assistance en cas d'accident nucléaire.

En même temps, nous pensons que l'Agence devrait accélérer l'élaboration de normes concernant les mesures à prendre en cas d'accidents nucléaires. L'expérience acquise par de nombreux pays montre qu'en faisant les efforts voulus, le problème de la sécurité des centrales atomiques peut être résolu.

M. Makarevitch (RSS d'Ukraine)

L'Union soviétique accorde une grande attention à la question. Nous tenons compte de la triste expérience de Tchernobyl et avons pris toute une série de mesures excluant la possibilité que semblable accident se renouvelle dans l'un quelconque de nos réacteurs. Nous avons beaucoup accru la sûreté du fonctionnement d'ensemble des centrales atomiques. En mai de cette année, à Kiev, capitale de l'Ukraine, s'est tenue une conférence scientifique internationale sur les aspects médicaux de l'accident de Tchernobyl. Ont participé à ces travaux des hommes de science de plus de 20 pays de même que des représentants de l'Agence. Il a été souligné à cette conférence que l'expérience du travail gigantesque et efficace visant à éliminer les conséquences de l'accident de Tchernobyl présente la plus grande importance sur les plans scientifique et pratique pour le monde entier.

Au nombre des activités de l'Agence, une grande attention est donnée à l'application des méthodes nucléaires dans différents domaines. Pour de nombreux pays, ce problème occupe une place centrale car la large utilisation des sources de rayonnements ionisants dans l'agriculture, la santé et différents secteurs de la science et de la technique permet de relever le niveau de vie de la population et de faire s'épanouir l'économie nationale. Des succès ont déjà été enregistrés dans certains domaines, mais le champ d'action reste considérable. L'une des tâches principales de l'Agence nous semble consister à développer et à utiliser dans la pratique des méthodes de radiation écologiquement propres qui permettent de résoudre les problèmes agricoles auxquels de nombreux pays sont confrontés, les pays en développement notamment.

Une grande importance doit aussi être attribuée à d'autres aspects de l'application des méthodes nucléaires. Nous appuyons les tendances de l'Agence à faciliter le plus possible l'accès de tous les pays à ces méthodes.

Nous évaluons hautement l'activité de l'Agence en matière d'assistance technique aux pays en développement et nous sommes partisans du développement et du perfectionnement des formes et des méthodes de cette assistance. Cette année, le Gouvernement de notre République a décidé de faire au Fonds d'assistance technique de l'Agence pour 1989 une contribution volontaire dont le montant en monnaie nationale équivaut à plus de 500 000 dollars.

M. Makarevitch (RSS d'Ukraine)

Nous estimons que les activités de l'AIEA visant à utiliser de toutes les manières possibles l'énergie atomique et la mise en oeuvre des programmes appropriés de l'Agence représentent des mesures importantes pour mener à bien la tâche principale de celle-ci, qui est de contribuer à l'utilisation de l'énergie atomique pour servir la paix, le bien-être et le progrès.

En un temps relativement court, l'énergie nucléaire est devenue partie intégrante de la vie et de la société contemporaines, d'où la nécessité de régler un certain nombre d'importants problèmes qui ont encore accru la nécessité d'un renforcement notable de la coopération internationale dans le domaine du développement sans danger de l'énergie nucléaire. Les activités de l'Agence destinées à consolider la paix et la sécurité et à poursuivre le développement de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques constituent un bon exemple de la façon dont on peut, compte tenu des intérêts de tous, régler les problèmes complexes du monde contemporain.

M. N. SINGH (Inde) (interprétation de l'anglais) : Mon pays est attaché aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le Programme indien pour l'énergie atomique a connu des progrès satisfaisants au cours de l'année dernière. Le système de réacteurs à eau lourde pressurisée est maintenant totalement national du point de vue de la conception, de la fabrication des éléments, de la construction et du fonctionnement. La réalisation fructueuse dans des conditions critiques d'un réacteur-générateur à Kalpakkam nous a donné l'expérience et la confiance nécessaires pour la conception d'un prototype de réacteur par générateur d'une capacité de 500 MWe. Nos efforts, au cours des dernières années, se sont concentrés sur la planification et la conception d'un groupe plus large de systèmes de réacteurs à eau lourde pressurisée de 500 MWe et ils vont bientôt porter leurs fruits : les travaux de conception d'un système de transport de chaleur primaire, d'un système modérateur et d'une chaudière à réacteur de systèmes auxiliaires sont bien avancés. Les deux groupes de la centrale de Tarapur ont enregistré 34 années-réacteur de bon fonctionnement. Le groupe 2 de la station d'énergie atomique du Rajasthan a enregistré la création d'énergie annuelle la plus élevée de toutes ses années de production commerciale. Les problèmes rencontrés par les deux groupes de la centrale de Madras relatifs au transformateur et au système de transfert de combustible ont été heureusement surmontés. Le réacteur de recherche à courant élevé DHRUVA de 100 MW conçu et construit à l'échelle nationale, qui avait connu des problèmes au départ, fonctionne à 60 MWt mais doit être bientôt élevé à 80 MW thermiques. Une installation de réacteurs à neutrons pour combustible d'uranium 233 est près d'être achevée à Kalpakkam. Ce réacteur de recherche sera utilisé essentiellement pour la radiographie par neutrons d'objets radioactifs et non radioactifs. Un autre événement assez important est la conversion du Conseil pour l'énergie nucléaire en société chargée de gérer la création d'énergie nucléaire conformément à des normes commerciales et au financement de laquelle le public participera. Nous espérons que cela nous permettra de réaliser notre objectif qui est de créer 10 000 MWe d'énergie nucléaire d'ici à l'an 2000.

L'Inde n'a jamais perdu de vue la nécessité de garantir au public une sûreté absolue dans ses installations nucléaires. Le Conseil pour la réglementation de l'énergie atomique, qui a été créé spécialement dans ce but et qui en assume les responsabilités globales, a commencé sa tâche de façon systématique. Le Conseil a entrepris l'élaboration de codes et de guides dans les domaines des transports, de

M. N. Singh (Inde)

l'industrie et de la médecine nucléaire. Une nouvelle évaluation de la sûreté des centrales nucléaires a été entreprise l'année dernière. Des enquêtes sur l'environnement ont été menées dans toutes les centrales nucléaires et dans tous les sites de recherche.

L'AIEA a achevé 30 années de carrière productive. Il y a trois décennies, l'Agence a été créée pour répondre à la conception universelle que la technique nucléaire est importante pour le développement économique général. La promotion internationale de l'énergie nucléaire a été acceptée comme étant sa tâche la plus importante. Cela était clairement reflété dans le statut de l'Organisation. L'Inde a participé activement à la Conférence chargée de l'élaboration du statut dans la personne de feu le docteur Homi Bhabha, défenseur éloquent des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Depuis lors, les savants indiens ont activement coopéré avec l'AIEA.

Outre son rôle de promoteur, l'AIEA a été priée de s'occuper des risques que représentent le détournement possible de la technique nucléaire à des fins militaires. La mise en oeuvre des garanties dans les installations où nous avons placé volontairement la matière nucléaire sous régime de garanties continue de bien se faire. Les inspecteurs des garanties se sont acquittés de leur tâche de façon satisfaisante pour tous.

L'Inde est profondément engagée à l'égard de l'objectif du désarmement nucléaire. Nous participons activement à l'initiative des Six Nations pour la paix et le désarmement nucléaire. Nous sommes vivement opposés à toute sorte de prolifération des armes nucléaires, qu'elle soit horizontale, spatiale ou verticale. Nous croyons qu'il existe une relation entre le désarmement et le développement. J'ai eu l'honneur de présider la première Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement qui s'est tenue l'année dernière à New York. Si l'on veut sauver le monde de la destruction nucléaire, il faut interdire les armes nucléaires dans tous les pays et la technique nucléaire doit être utilisée uniquement à des fins pacifiques et non pas sélectivement.

Enfin ma délégation souhaite remercier M. Hans Blix, Directeur général de l'AIEA, pour ses observations si complètes, si riches et si utiles. Nous apprécions aussi la contribution que l'Agence a faite ces dernières années, dans le domaine de la sûreté nucléaire, telle que l'évolution des principes de sûreté fondamentaux pour les centrales nucléaires, la révision des codes de sûreté nucléaire et l'adoption des deux Conventions sur la notification rapide et l'assistance en cas d'accident nucléaire.

M. TOTH (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Aux yeux de mon pays, l'Agence internationale de l'énergie atomique est l'une des organisations les plus remarquables du système des Nations Unies. Le rapport que l'Agence nous a présenté corrobore entièrement l'importance que la Hongrie a toujours attachée aux activités de l'Agence. Il traduit bien les fonctions diverses de l'Agence : qu'il s'agisse de la production et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, de la sûreté des matières et installations nucléaires, de l'application des isotopes dans différents domaines, la gestion des déchets nucléaires, l'important et efficace programme d'assistance technique et enfin, les activités non négligeables de garanties que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires a confiées à l'Agence. Dans tous ces domaines, l'Agence, dirigée avec compétence par M. Hans Blix, a accompli un travail exceptionnel comme les représentants de la Hongrie ont eu l'occasion de le dire aux Conférences générales et aux Conseils des gouverneurs de l'AIEA.

La Hongrie souhaite vivement favoriser la coopération internationale en ce qui concerne la production et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il me suffirait de dire que les quatre blocs qui fonctionnent à la centrale nucléaire de Paks fournissent 39 % de la production d'énergie électrique du pays, proportion qui est parmi les plus élevées de tous les pays. Il est prévu d'accroître cette capacité dans les années à venir.

En agissant de la sorte, l'une des principales considérations de la Hongrie est que l'énergie nucléaire représente la plus propre de toutes les sources d'énergie du point de vue de l'environnement. C'est une considération tout aussi importante pour mon gouvernement qui considère que le bon fonctionnement des centrales nucléaires et l'utilisation de matières fissiles en général doivent s'assortir des mesures de sûreté les plus rigoureuses.

Voilà pourquoi la Hongrie compte sur l'étroite coopération établie avec l'Agence non seulement dans les aspects matériels, intellectuels et moraux des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, mais en outre, elle participe activement aux efforts faits par l'Agence pour accroître la sûreté des installations nucléaires. C'est dans ce but qu'une Equipe internationale d'experts doit bientôt se rendre à la centrale de Paks à l'invitation du Gouvernement hongrois.

M. Toth (Hongrie)

Nous prenons note avec satisfaction du fait que de plus en plus d'Etats adhèrent aux deux conventions sur la notification rapide et l'assistance en cas d'accident nucléaire, élaborées en 1986 et ratifiées aussitôt par la Hongrie.

L'importance de l'AIEA est due, dans une grande mesure, à son rôle extrêmement apprécié d'organisation responsable de l'application des garanties aux installations nucléaires pacifiques et aux matières nucléaires qu'elles contiennent. C'est pourquoi nous sommes très satisfaits que l'Agence ait encore développé ses activités dans ce domaine. A la lecture du rapport, nous sommes heureux d'apprendre qu'il n'y a pas eu de détournement de matières fissiles vers des fins non pacifiques pendant l'année écoulée dans les installations soumises à la vérification de l'Agence. La Hongrie fait de son mieux pour contribuer à l'efficacité des activités de garanties de l'Agence. Cela a amené mon gouvernement à se rendre à l'appel de M. Blix et la Hongrie est le premier Etat membre de l'AIEA à avoir renoncé à son droit d'approbation préliminaire des inspecteurs des garanties désignés pour travailler en Hongrie. Nous sommes très satisfaits que notre geste, destiné à accélérer le processus des garanties et à aider le Directeur général dans sa tâche, ait été suivi par d'autres Etats membres.

Un événement très important s'est produit récemment lorsqu'un accord a été signé entre la République populaire de Chine et l'Agence, soumettant certaines installations nucléaires chinoises aux garanties de l'Agence. Le fait que chacun des cinq Etats dotés d'armes nucléaires ait maintenant placé certaines de ses installations sous les garanties de l'Agence renforce la nature universelle du régime des garanties. La Hongrie se félicite aussi de l'adhésion de l'Espagne et de l'Arabie saoudite au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et espère que d'autres les suivront.

L'importance du régime de garanties de l'AIEA est encore plus évidente maintenant que, en raison de l'évolution favorable du climat politique international, on voit apparaître de nouveaux accords importants de désarmement nucléaire. L'expérience acquise par l'Agence dans la vérification du respect du TNP par les parties pourrait devenir un capital inappréciable si l'Agence se voyait confier à l'avenir des tâches semblables en ce qui concerne les accords auxquels nous espérons que les puissances nucléaires ne tarderont pas à parvenir.

M. Toth (Hongrie)

Qu'il me soit permis de rappeler que, sur la base de la riche expérience acquise par le régime des garanties, la Hongrie a évoqué, lors de la trente-deuxième Conférence générale de l'AIEA, la possibilité d'imposer les garanties de l'Agence aux matières fissiles provenant des armes nucléaires qui seront démantelées à la suite d'accords futurs.

Je ne saurais parler en détail d'autres questions telles que les importants programmes sur l'application des matières nucléaires et le programme considérable d'assistance technique de l'Agence, programmes auxquels mon pays participe activement. Je ne tiens pas non plus à m'étendre sur les nombreuses autres activités que le rapport couvre en détail.

Pour conclure, je voudrais déclarer que ma délégation est d'accord quant au contenu et aux priorités du rapport de l'Agence et qu'elle a l'opinion la plus positive possible des activités de l'AIEA.

M. MGBOKWERE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis de remercier chaleureusement le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du rapport annuel de l'Agence pour 1987 et de sa déclaration très lucide. Ma délégation a consacré beaucoup d'attention aux activités de l'Agence pour 1987, telles que décrites dans le rapport. Nous sommes convaincus que pour l'organisation cette année a été couronnée de succès. Le rapport annuel indique que des mesures encourageantes ont été prises dans certains domaines d'activité tels que l'énergie atomique, puisque 22 centrales atomiques sont devenues opérationnelles en 1987. Dans le domaine de la sécurité nucléaire et de la protection contre les radiations, l'Agence continue de jouer un rôle actif pour renforcer la confiance publique dans l'énergie nucléaire. Ma délégation est également satisfaite de constater que, dans le domaine des applications de l'énergie atomique, près de 200 projets techniques ont été exécutés dans 62 Etats en développement membres de l'Agence, en même temps que 14 projets régionaux et interrégionaux, notamment dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Nous ne pouvons qu'être d'accord sur le fait que le développement des ressources humaines représente un élément clef du transfert technologique, et nous espérons que davantage de ressources seront allouées aux professionnels des pays en développement pour qu'ils puissent bénéficier des cours de formation et des bourses d'étude de l'Agence.

M. Mgbokwere (Nigéria)

Tout en reconnaissant les réalisations louables de l'Agence, je tiens à souligner qu'elle doit continuer à s'efforcer de veiller à ce que de nombreux pays en développement, notamment en Afrique, bénéficient de manière satisfaisante de ses activités de promotion. De l'avis de ma délégation, l'Agence devrait donc intensifier ses efforts pour aider ces pays à établir des infrastructures appropriées et à acquérir les connaissances nécessaires pour pouvoir mener indépendamment d'importantes parties de leurs programmes nucléaires, notamment dans les domaines de l'énergie nucléaire et de ses applications. A cet égard, ma délégation souhaite que l'Agence organise des missions d'aide et d'appui préalable aux projets dans ces pays. Nous reconnaissons que des limitations telles qu'un manque de ressources financières, une infrastructure inadéquate, une insuffisance de spécialistes hautement qualifiés, une restriction d'accès aux matières, à l'équipement et à la technologie nucléaires, et le niveau peu élevé de l'appui dans le domaine de la recherche et du développement constituent un obstacle majeur aux efforts des pays en développement en matière d'énergie nucléaire. Ma délégation insiste pour que l'Agence prenne rapidement des mesures afin de donner suite aux recommandations du Groupe d'experts-cadres concernant un mécanisme pouvant aider les pays en développement à promouvoir et à financer des programmes d'énergie nucléaire. Nous sommes reconnaissants aux gouvernements qui ont décidé de financer les projets du Nigéria contenus dans sa note a/.

A notre avis, les nouvelles formules de demandes de projet conçues par l'Agence ne renforceront pas simplement le lien entre projets et priorités mais seront également d'une grande aide pour les pays en développement dans la préparation de leurs demandes. L'attention accordée actuellement par l'Agence à l'évaluation à mi-projet et à fin de projet reflète le soin particulier avec lequel ces activités et ces projets sont conçus.

Ma délégation tient à remercier l'Agence d'avoir saisi l'occasion de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence générale pour convoquer une réunion préliminaire à Vienne, chargée de discuter des modalités de mise en place d'un accord de coopération régionale pour la région de l'Afrique dans le contexte des arrangements régionaux existants en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine. Il ressort de l'expérience acquise dans ces deux régions que la région africaine pourrait tirer certains avantages de l'accord projeté. Le terrain est maintenant prêt pour que les gouvernements africains puissent s'engager

M. Mgbokwere (Nigéria)

individuellement à l'égard de ce projet et mettre en place des modalités complétant les avantages dont les pays africains profitent dès maintenant dans le domaine des techniques et des applications nucléaires.

En ce qui concerne la sécurité nucléaire et la protection contre les radiations, l'Agence devrait aider les pays en développement à édifier l'infrastructure et la capacité nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leurs obligations découlant des deux Conventions relatives à la notification rapide et à l'aide d'urgence. Une aide est indispensable dans la plupart de ces pays pour promulguer la législation radiologique pertinente, obtenir l'équipement de surveillance radiologique nécessaire et établir des points de contact efficaces.

M. Mgbokwere (Nigéria)

Qu'il me soit permis d'évoquer maintenant brièvement une question qui préoccupe grandement le Gouvernement nigérian et qui concerne le déversement de déchets nucléaires. A ce propos la délégation du Nigéria, ainsi que d'autres délégations, a proposé lors de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA une résolution qui traitait de cette question inquiétante. En agissant ainsi, le Nigéria a estimé qu'une réponse positive de la Conférence à ces propositions contribuerait à renforcer le rôle de l'Agence dans un domaine pouvant s'avérer langereux et susceptible d'affaiblir considérablement la confiance du public dans l'énergie nucléaire. Il est tout à fait louable que la résolution GC (XXXII/Res/490) de l'Agence sur le déversement des déchets nucléaires ait été finalement adoptée par consensus et ait condamné, entre autres, tout déversement de déchets nucléaires portant atteinte à la souveraineté des Etats, et demandé à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de prendre des mesures en vue d'élaborer un code internationalement convenu régissant les transactions internationales concernant les déchets nucléaires. Nous prions instamment l'Agence de continuer à mettre l'accent sur la protection de l'environnement dans toutes ses activités de gestion des déchets.

Je tiens à saisir cette occasion pour remercier plusieurs délégations, notamment celles de la France, de l'Egypte, du Brésil et de l'Inde, qui ont travaillé étroitement avec le Nigéria afin d'élaborer une résolution de consensus. Sans vouloir m'abandonner à un optimisme excessif, je dirai que cela permet d'espérer que l'examen de la question du déversement des déchets nucléaires, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, sera marqué par le même esprit de coopération et de compréhension que celui qui a prévalu lors de l'adoption de la résolution de l'AIEA.

J'aborderai maintenant la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique a mentionné la résolution GC (XXXI/Res/485) par laquelle la trente et unième Conférence générale a décidé, en 1987, d'"examiner la recommandation du Conseil d'administration figurant dans le rapport GC (XXXI/10/807) qui prévoit de priver temporairement l'Afrique du Sud de l'exercice de ses droits, de ses privilèges et de son statut de membre conformément à l'article XIX B du statut, et de prendre une décision à son sujet lors de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence générale". Le Conseil a pris cette importante décision compte tenu du fait que l'Afrique du Sud s'est obstinée à refuser d'appliquer plusieurs résolutions successives de l'AIEA et

M. Mgbokwere (Nigéria)

que la politique d'apartheid du régime raciste viole les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Je reconnais que la question de la suspension de l'Afrique du Sud de l'AIEA relève essentiellement de l'Organisation. Mais je suis par ailleurs convaincu que cette question qui figure dans le rapport que nous examinons nous préoccupe tous. Aussi je serai bref.

Nous connaissons tous fort bien les tactiques de diversion auxquelles l'Afrique du Sud a recours afin d'éviter d'être suspendue. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est ouvert à tout pays qui souhaite s'y associer. Les 136 parties au Traité sur la non-prolifération ont choisi d'agir dans ce sens. Il n'y a rien à négocier, rien qui doive faire l'objet de consultations. C'est pourquoi la procédure qu'adopte le régime raciste dans sa prétendue intention de signer le Traité sur la non-prolifération est inhabituelle et inutile.

Pour replacer la question dans sa juste perspective, peut-être convient-il de se demander ce que signifie la suspension. Le Groupe des 77 qui s'est réuni à Vienne, lors de la dernière Conférence générale, en septembre dernier, a demandé l'avis juridique de l'Agence sur les conséquences d'une telle mesure. Son opinion est la suivante :

"La suspension revêt un caractère temporaire et non permanent et pourrait, par conséquent être abrogée une fois qu'auraient disparu les causes motivant cette suspension. En outre, on pourrait considérer cette suspension comme un moyen de pression supplémentaire sur un Etat se montrant récalcitrant à l'égard des dispositions du statut de l'AIEA, tel que l'Afrique du Sud. La suspension des droits d'un membre concerne les droits de représentation, de vote, d'élection, d'assistance technique et financière, d'attribution de contrats de recherche, d'achat d'équipement et de matériel et le droit d'accueillir les réunions de l'Agence. Toutefois, cette suspension ne porte pas sur les accords bilatéraux et multilatéraux conclus par l'Agence ou sous ses auspices, tels que l'Accord de garantie en vigueur. La suspension telle que prévue à l'article XIX B du statut ne suppose pas exclusion ni expulsion comme c'est le cas de la Charte des Nations Unies."

Cet avis figure dans le document 9 C (XXXII/IMF/265) de l'AIEA, du 30 septembre 1988.

Les consultations ou les négociations tenues par l'Afrique du Sud au mois d'août et au mois de septembre avec les trois puissances dépositaires et certains

M. Mgbokwere (Nigéria)

membres de l'AIEA n'ont été en réalité qu'une mise en scène. D'après plusieurs sources, nous avons cru comprendre que l'Afrique du Sud a cherché à poser ses conditions et a demandé des garanties d'une grande portée qui trahissent sa mauvaise foi. Il est encourageant selon nous que les trois puissances depositaires aient exprimé sincèrement leur point de vue à l'Afrique du Sud. Néanmoins, nous sommes convaincus que le seul message approprié qui puisse faire comprendre véritablement au régime d'apartheid l'indignation de la communauté internationale à l'égard de l'apartheid, est de suspendre Pretoria de l'AIEA conformément à la résolution 41/35 B de l'Assemblée générale, qui demande à toutes les organisations, dans le cadre du système des Nations Unies, d'exclure l'Afrique du Sud.

La trente-deuxième Conférence générale de l'AIEA qui s'est tenue au mois de septembre dernier a décidé de reporter sa décision sur cette question de la suspension de l'Afrique du Sud à la Conférence de l'année prochaine. Je me contenterai de dire que la participation du régime raciste à l'Agence est une perspective qui s'harmonise mal avec le respect de la dignité humaine et l'opposition inflexible à l'apartheid manifestée par les Etats Membres.

M. MOYA PALENCIA (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La délégation du Mexique remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix, pour la clarté de son exposé relatif aux activités réalisées par l'Agence, ainsi que pour son dévouement reconnu à la réalisation de ses objectifs.

Les applications pacifiques de l'énergie nucléaire se multiplient dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et de la médecine. En 1987, elle a fourni 16 % de l'électricité dans le monde. Cela montre à quel point l'Agence a un rôle croissant à jouer dans la promotion des avantages que comporte le recours à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Tout comme l'an dernier, nous sommes heureux de constater qu'en 1987 les ressources destinées aux activités de coopération technique ont de nouveau augmenté, pour atteindre un montant de 41,5 millions de dollars. Comme le montre le rapport, cette augmentation des ressources s'est traduite par un élargissement du programme de coopération technique de l'Agence, qui comprend des missions d'experts, du matériel technique, des bourses et des cours de formation, qui profitent notamment aux régions du monde en développement.

M. Moya Falencia (Mexique)

Ma délégation note avec satisfaction que l'Agence reconnaît l'importance de la mise en valeur des ressources humaines en tant qu'élément clef du transfert de technologie et que, dans ses efforts en vue d'améliorer l'efficacité de ses activités de coopération technique, elle a érigé l'évaluation de tous ses programmes en pratique permanente.

Ma délégation se félicite également de la participation croissante et toujours plus active des pays en développement au Programme de coopération technique, à l'organisation de réunions, de stages de formation, à la fourniture de services d'experts, à la tenue de conférences et à l'octroi de bourses et d'une assistance en nature. Ce n'est que par les efforts conjugués des pays développés et des pays en développement qu'on pourra assurer le succès continu de ce programme. Dans ce contexte, mon gouvernement rappelle qu'il faudrait encourager un plus grand recrutement d'experts dans les pays en développement.

Depuis les années 70, la Constitution mexicaine proclame le principe fondamental selon lequel l'énergie nucléaire ne peut être utilisée qu'à des fins pacifiques et il incombe également à la nation de décider comment le combustible nucléaire sera utilisé pour la production d'énergie nucléaire et comment ses applications à d'autres fins seront réglementées. Dans cet ordre d'idées et avec les précieux conseils techniques donnés par l'Agence internationale de l'énergie atomique à toutes les étapes du projet, ainsi qu'après une série de missions du Groupe d'examen de la sécurité opérationnelle, mon pays mettra sous peu en service sa première centrale nucléaire. Nous félicitons donc l'Agence de ses efforts destinés à améliorer la planification des programmes d'énergie nucléaire dans les pays en développement et à les conseiller pour assurer leur exécution correcte et sans danger.

La troisième Conférence d'Etats parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue en septembre 1985, a reconnu l'importance de l'AIEA en tant que principal agent pour le transfert de technologie dans le domaine de l'énergie nucléaire. Ma délégation tient à souscrire à ce point de vue et à féliciter l'Agence de tous les efforts qu'elle déploie pour mettre en oeuvre les recommandations de la Conférence relatives au renforcement de ses activités d'assistance aux pays en développement.

Le Mexique estime que le système de garanties mis en vigueur par l'Agence constitue une des tâches essentielles de cet organisme. A cet égard, ma délégation est heureuse de noter qu'en 1987, l'Agence n'a décelé aucune anomalie qui puisse

M. Moya Palencia (Mexique)

indiquer qu'il y a eu détournement de quantités significatives de matières sous garanties. Le système de garanties de l'Agence constitue un important mécanisme de vérification qui accroît la confiance entre les Etats en garantissant que toutes les activités nucléaires soumises au système sont menées à des fins pacifiques. Tous les Etats devraient se soumettre à ce régime.

Nous sommes contre le trafic non contrôlé des déchets radioactifs. Le tiers monde ne saurait servir de dépotoir pour les déchets nucléaires. Ils doivent être déposés le plus près possible du lieu d'où ils proviennent. Le trafic transfrontalier de ces déchets ne doit être autorisé que s'ils sont inoffensifs pour l'environnement.

De l'avis de ma délégation, il est particulièrement important que les Etats dotés d'armes nucléaires acceptent volontairement que l'AEIA inspecte leurs installations nucléaires pacifiques en les soumettant à son système de garanties. Ma délégation est heureuse de prendre note de l'annonce faite par la Chine selon laquelle elle soumettra toutes ses installations non militaires à une inspection internationale.

Sans vouloir nier l'importance du système de garanties de l'AIEA, mon gouvernement s'inquiète de ce que les ressources financières consacrées au programme de garanties s'accroissent davantage que les crédits alloués aux activités de coopération et d'assistance techniques.

Pour les pays en développement, les activités de coopération technique de l'Agence sont en effet indispensables pour leur permettre de bénéficier des avantages des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

La séance est levée à 18 h 30.

